



Semaine mondiale d'action p. 2

Projet Quality Ed p. 10

Taxe sur les transactions financières p. 12

Sixième Congrès mondial p. 23

Bourses d'études Mary Futrell p. 26

**Justice mondiale :  
parler moins, agir plus**

©IE

De nombreux enseignants et étudiants des quatre coins du globe auront les yeux rivés sur les matchs et encourageront leurs équipes favorites lors de la Coupe du monde de football. Ce sport incarne nombre des valeurs prônées par les éducateurs, telles que le fair play et le respect

des autres cultures. La Coupe du monde sera également l'occasion pour les professionnels de l'éducation d'appeler les gouvernements à travers le monde entier à tenir leur promesse, faite il y a dix ans, de parvenir à l'Education pour Tous.

En sa qualité de membre fondateur de la Campagne mondiale pour l'éducation, l'IE est fière que de nombreux enseignants aient participé à la Semaine mondiale d'action 2010. Des dizaines de milliers d'enseignants, d'étudiants et de militants ont uni leurs forces en faveur des 72 millions d'enfants qui ne bénéficient pas d'une éducation. Lors de la Coupe du monde de football, nous poursuivrons nos efforts de plaidoyer à travers la campagne 1BUT.

Après que des millions aient été dépensés afin de sauver les banques, beaucoup d'économies sont au bord de la ruine et les professionnels de l'éducation partout dans le monde sont sacrifiés sur l'autel de la reprise économique. L'IE et les syndicats mondiaux ont utilisé la Journée mondiale du travail pour pousser à la mise en place d'un nouveau cadre pour la reprise et la justice sociale.

L'IE poursuivra son travail de plaidoyer lors du prochain Sommet du G20 au Canada pour une taxe sur les transactions financières. Il est crucial que chaque éducateur comprennent comment des décisions internationales telles que celle-ci ont un impact sur leur vie quotidienne. Nous avons besoin de votre soutien pour protéger l'emploi de chaque enseignant dans chaque pays, car, ensemble, nous pouvons dire aux politiques de cesser de prononcer des paroles creuses en matière de justice mondiale.

Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE

**Semaine d'action mondiale****Ne perdons pas l'objectif de vue!**

Des dizaines de milliers d'enseignants, étudiants et activistes se sont rassemblés pour célébrer cette année la Semaine mondiale d'action (SMA) du 19 au 25 avril, appelant à la mise en place de mesures en faveur des 72 millions d'enfants qui n'ont toujours pas accès à l'éducation.

Le thème de la SMA de cette année, « Financer une école publique de qualité : un droit pour tous », a amené sept millions d'individus à s'engager en faveur de la campagne de plaidoyer 1BUT, coordonnée par la Campagne mondiale pour l'éducation (CME). Durant la semaine d'action, des milliers d'enseignants ont dispensé la leçon 1BUT : l'éducation pour tous.

La Directrice générale de l'UNESCO Irina Bokova a déclaré que « les initiatives visant à réduire les coûts de l'éducation, à rendre plus accessibles les opportunités d'apprentissage à ceux qui en ont besoin, et à développer des programmes de la deuxième chance peuvent toutes contribuer à accroître l'accès à l'éducation. Cela requiert un financement durable. Cependant, dans le contexte de la crise économique et financière mondiale, les budgets de l'éducation subissent une pression grandissante. Nous devons donc identifier des moyens innovants pour mobiliser des ressources pour l'éducation et utiliser plus efficacement les ressources existantes. »

En Afrique, le Président de l'Association des Syndicats et ONG en faveur de l'Education Pour Tous, Issa Kassoum, est intervenu lors d'une réunion avec les pouvoirs publics à Niamey, **Niger**, tandis que la Secrétaire



générale du *Gambia Teachers' Union*, **Gambie**, Antoinette Corr-Jack, organisait une formation de quatre jours sur l'utilisation du guide Financer l'éducation. Dans l'intervalle, au **Sénégal**, plus de 20.000 personnes ont été mobilisées dans le cadre des célébrations associées à la Semaine d'action, avec un lancement à Dakar auquel a assisté la star de la lutte sénégalaise Yekini. En **Afrique du Sud**, plus de 50.000 écoliers ont pris part à la leçon 1BUT, et, à Johannesburg, la leçon a été dispensée à une classe par l'actrice sud-africaine Hlubi Mboya.

En Asie, la Semaine d'action a été lancée au **Bangladesh** en proposant un séminaire national auquel ont notamment assisté le Ministre de l'Éducation et le Vice-président du *National Education Formulation Committee*. Au **Cambodge**, un événement de haut niveau a été organisé pour le lancement du Rapport mondial de suivi de l'UNESCO et de la Semaine d'action mondiale. En **Inde**, des enfants ont rencontré des membres du Parlement afin de leur poser des questions sur la situation du financement de l'éducation, tandis qu'à New Delhi, le Président de la Campagne mondiale pour l'éducation, Kailash Satyarthi, et le Directeur de l'UNESCO pour l'Inde, Arumugam Parsuraman, se sont adressés à 500 étudiants sur le thème de l'éducation. Au **Japon**, plus de 40.000 enfants issus de plus de 350 écoles ont participé à la Semaine d'action, soit plus du double par rapport à 2009.



© CTERA

### L'affiche pour la Semaine mondiale d'action en Argentine.

En Europe, les syndicats FSASH et SPASH en **Albanie**, a organisé des activités centrées sur le financement de l'éducation et sur l'engagement des syndicats de l'éducation et des enseignants à maintenir les élèves scolarisés et proposer des formations de qualité. En **Irlande**, les membres du Parlement ont participé à une épreuve de tirs au but, suivie d'une session de partage d'expériences et d'un débat autour de l'éducation, entre officiels et élèves. La membre du Conseil de la CME, Helga Hjetland, et la Présidente du Norwegian Education Union, Mimi Bjerkestrand, ont littéralement lancé la Semaine d'action en marquant un but pour l'éducation à la Maison des enseignants d'Oslo, en **Norvège**. Des personnalités ont assisté à l'événement, à l'instar du Ministre de l'Éducation, du Président de l'Association de Football et de vedettes du football masculines et féminines, qui se sont toutes engagées en faveur de la campagne 1BUT : l'éducation pour tous.

En Amérique latine, les enseignants ont célébré la SMA en signant un accord à Tucumán, en **Argentine**, entre les représentants de la *Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina*, la *Central de Trabajadores de la Argentina* et la Ligue de football. Les joueurs du club de football de l'Atlético San Martín ont affiché une bannière de la campagne Education pour Tous à l'occasion d'une de

leurs rencontres. Un festival a eu lieu au **Nicaragua** pour le lancement de la Semaine d'action et de la campagne 1BUT, ouvert sur une projection vidéo mettant en exergue l'importance de l'éducation.

En Amérique du Nord, le Président de l'*American Federation of Teachers* (AFT), Randi Weingarten, a rencontré la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton et lui a offert un ballon de football signé par les étudiants de la Columbia Elementary School de Palm Bay en Floride, **Etats-Unis**, symbolisant les milliers d'élèves et enseignants américains qui ont participé à la Semaine mondiale d'action cette année. L'AFT a également appelé ses membres et leurs familles à écrire à leurs représentants nationaux afin qu'ils appuient une Loi sur l'Éducation pour Tous. Le Président de la National Education Association, Dennis Van Roekel, a amené son syndicat à se joindre à l'action de promotion en faveur de cette Loi en co-rédigeant un article avec l'archevêque Desmond Tutu, Président d'honneur de la Global AIDS Alliance, intitulé « Facing the Future : Global Education at the Crossroads » (Face à l'avenir : l'éducation mondiale à la croisée des chemins), paru dans le très influent Huffington Post. Au Canada, la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants a lancé la Semaine d'action et la campagne 1BUT au travers d'un petit déjeuner avec les parlementaires. III

## Haiti

# L'IE continue son soutien aux collègues touchés

Les enseignants du monde entier et leurs syndicats sont déterminés à aider leurs collègues à Haïti après le tremblement de terre qui a dévasté le pays le 12 janvier 2010.

L'IE a également aidé son organisation membre haïtienne, la Confédération nationale des éducateurs d'Haïti (CNEH) à organiser sa première réunion nationale en mars à Montrouis. Des représentants de l'IE et de la CNEH, ainsi que plus de 120 syndicalistes du monde entier ont ensuite participé au sommet consacré à la reconstruction et au développement d'Haïti organisé à Saint Domingue en avril.

Une section clé du rapport intitulé Feuille de route syndicale pour la reconstruction et le développement d'Haïti, établi après la rencontre, garantit la « formation professionnelle et technique et une éducation

publique, gratuite et obligatoire de qualité comme éléments essentiels du développement durable ». Le document indique également qu'« il ne peut y avoir de développement durable sans éducation, [sans] accès à une éducation publique, gratuite et de bonne qualité pour tous à tous les niveaux (primaire, secondaire et universitaire), et un programme de formation professionnelle et technique couvrant les principaux éléments de la politique nationale en matière d'emploi et de développement ».

Bien que des écoles aient rouvert leurs portes dans la capitale Port-au-Prince depuis le tremblement de terre, des rap-

ports font état de plus de 4.000 écoles endommagées ou détruites et beaucoup doivent encore être réparées. D'autres qui devaient rouvrir ne sont toujours pas prêtes.

Les premières estimations de l'IE indiquent que la plupart des écoles privées, représentant 90% du nombre total des écoles du pays, sont inutilisables et il n'existe toujours aucune donnée claire ne permettant de déterminer combien d'écoles ont réouvert leurs portes.

L'IE travaille aussi avec la CNEH afin d'évaluer l'impact du tremblement de terre sur les enseignants, de déterminer combien ont perdu leurs lieux de travail, combien ont été déplacés ou ont perdu leurs maisons, et combien ont fui vers le nord après la catastrophe. Cette évaluation jettera les bases de l'aide apportée par l'IE et ses organisations membres afin de renforcer la capacité de la CNEH à soutenir et représenter les enseignants, et à donner à chaque enfant d'Haïti la chance d'améliorer ses conditions de vie.

La CNEH a développé un plan d'action qu'il suivra jusqu'à son prochain congrès national qui aura lieu en septembre 2010. Chaque fédération de la CNEH complètera un formulaire d'évaluation en vue de préparer le congrès, pour développer une évaluation globale de la situation sur le terrain.

Suivant la décision prise lors de la Conférence pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes qui s'est tenue à Trinidad en

Haïti, avril 2010. En guise d'école, les élèves se rendent pour leurs cours dans des tentes fournies par l'UNICEF.



février, l'IE et le *Caribbean Union of Teachers* coordonnent les activités de soutien à ces fédérations, car celles-ci représentent les principaux piliers du renforcement de la CNEH.

Le Secrétaire général de la CNEH Jean Lavaud Frédéric et le Secrétaire général adjoint René Jolibois ont participé à plusieurs réunions avec le Ministère de l'enseignement et d'autres autorités depuis la catastrophe.

La priorité immédiate a été de faciliter la mise en place de lieux d'enseignement temporaires, y compris des tentes et des structures de transition, suivis de formation et de matériels pour les enfants, enseignants et parents.

Afin de soutenir les efforts menés par la CNEH pour aider ses enseignants et se reconstruire, l'IE a créé un compte bancaire séparé au sein du Fonds de solidarité. III

Pour contribuer à ce Fonds, vous pouvez envoyer votre don à :

**"Fonds de Solidarité"**  
**Internationale de l'Éducation**  
**Banque ING**  
**Rue du Trône, 14-16**  
**1000 Bruxelles**  
 Numéro de compte : **310-1006170-75**  
 IBAN: **BE05 3101 0061 7075**  
 CODE SWIFT OU BIC : **BBRUBEBB**

**INFO**

Pour en savoir plus, veuillez envoyer un courriel à Nicolás Richards, Coordinateur Senior Solidarité et Développement de l'IE, à :  
**nicolas.richards@ei-ie.org**



© IE

## Interview avec Jean Lavaud, Secrétaire général de la CNEH

### Quelles ont été les principales mesures adoptées lors de votre dernière réunion Directions nationale/Fédérations pour reconstruire le système éducatif?

Lors de notre réunion de la direction nationale, les décisions suivantes ont été adoptées : Assurer que les syndicats d'enseignants, particulièrement la Confédération nationale des Educateurs d'Haïti (CNEH), fassent partie intégrante de la commission de la reconstruction nationale. Les délégués donnent mandat au bureau exécutif de la CNEH d'interpeller l'Etat haïtien pour qu'il prenne ses responsabilités concernant le système éducatif haïtien. Pour les délégués présents à la réunion, il est apparu qu'une opportunité historique existe pour les acteurs éducatifs, en particulier la CNEH, de participer pleinement à l'orientation de l'Etat Haïtien dans l'exercice de sa responsabilité constitutionnelle et légale de garantir une éducation publique de qualité pour toutes et pour tous.

Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il faut mettre en place des mesures d'accompagnement psychologiques et sociologiques pour les enseignants et les élèves, et organiser des assemblées dans toutes les associations et fédérations dans le but de les dynamiser en vue de recruter de nouveaux membres. Les dates du Congrès de la CNEH ont été aussi été fixées au 17-19 septembre 2010.

### De quelle façon l'IE et les collègues de syndicats à travers le monde aident-ils les enseignants d'Haïti ?

L'IE et les autres collègues des syndicats à travers le monde doivent faire pression sur le Gouvernement haïtien pour le forcer à donner la priorité à l'éducation pour qu'enfin les enfants haïtiens aient la chance d'aller à l'école et pour garantir une éducation publique de qualité pour toutes et pour tous.

### Quels sont les principaux besoins de vos membres ?

Les principaux besoins de nos membres sont des besoins en formations syndicales et

professionnelles décentralisées pour les nouveaux membres, et en moyens de communication et en matériel, tels que des motocyclettes et des ordinateurs portables avec accès à Internet, pour faciliter le déplacement des dirigeants et la communication entre eux et la CNEH.

### Qu'est-ce qui a déjà été réalisé depuis le tremblement de terre?

L'Etat a commencé à déblayer les écoles et permet le retour timide des enfants à l'école. Malheureusement, beaucoup d'enseignants du secteur privé ont perdu leur emploi parce que l'état ne les a pas pris en charge, ce qui explique que la majorité des écoles privés aient fermé leurs portes.

### Quelles sont les prochaines étapes de la reconstruction du système éducatif haïtien?

Il n'y a pas actuellement de débat sur le système éducatif. Le Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle agit toujours dans le cadre de la mise en application du Plan national d'éducation et de formation. Toutefois, le Président, dans son allocution à la tribune de l'ONU, a déclaré que l'éducation sera la priorité de l'action gouvernementale post-séisme, donc la CNEH est mobilisée et prête à apporter sa contribution.

### Quelques chiffres sur le nombre d'écoles détruites et d'enseignants et d'élèves n'ayant pas encore d'école?

Sur l'ensemble du territoire national les infrastructures scolaires sont détruites à 70%, 549 enseignantes et enseignants et près de 1.300 élèves sont morts dans le département de l'Ouest, 13 enseignants et 20 élèves sont morts dans le département du Sud Est, et 4 enseignants dans les Nippes. Le bâtiment de l'administration centrale du ministère s'est effondré occasionnant du même coup la mort de 13 hauts cadres.

Seuls 15% des hangars et des tentes pour le public, et 10% pour le privé, peuvent accueillir des élèves. III



## Entretien avec

Ulrika  
Peppler  
Barry

# A la croisée des chemins

Ulrika Peppler Barry dirige l'équipe en charge du Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour Tous (EPT) à l'UNESCO. Elle a également été Secrétaire exécutive adjointe du Secrétariat du Forum de l'EPT. Le syndicat d'enseignants français SNUipp-FSU l'a rencontrée à Paris pour un court entretien et l'a interrogée sur son opinion quant à la réalisation de l'objectif de l'éducation pour tous d'ici 2015.

**10 ans après son adoption, quel bilan d'étape faites-vous des objectifs de l'Éducation pour Tous ?**

Des progrès indéniables ont été réalisés dans un grand nombre de pays et dans beaucoup de domaines mais le chemin à parcourir est encore long. On sait que les 6 objectifs de l'Éducation pour Tous fixés pour 2015 ne seront pas atteints. La malnutrition touche encore 175 millions de jeunes enfants chaque année, l'alphabétisation des adultes reste un objectif négligé. De même, au rythme actuel, il resterait 56 millions d'enfants d'âge du primaire non scolarisés en 2015. En Afrique subsaharienne, ce sont près de 12 millions de filles qui risquent de ne jamais être scolarisées. De plus, faute d'enseignants en nombre suffisants ou convenablement formés, même quand la scolarisation a été assurée, les compétences de base des élèves ne sont pas toujours acquises. Par exemple, selon une analyse des données d'enquêtes menées dans 21 pays d'Afrique subsaharienne la probabilité que les jeunes adultes étant allés pendant 5 ans à l'école soient analphabètes est de 40%. Avec un tel tableau, on peut donc parler de bilan mitigé.

**Comment expliquez-vous une telle situation ?**

Le bilan de l'aide est décevant alors que c'est un élément vital du pacte de l'Éducation pour Tous. Nombre de pays dont les membres du G8 ne prennent

pas leur juste part du fardeau de l'aide. Certains engagements ne sont pas tenus. Aujourd'hui, il faudrait sextupler le montant actuel de l'aide pour combler le déficit actuel de financement qui atteint 16 milliard. A l'échelle du monde c'est un objectif tout à fait réalisable. Autre problème, le soutien financier ne profite pas toujours à ceux qui en ont le plus besoin. Ainsi, de nombreux pays touchés par des conflits reçoivent une aide insuffisante ce qui ne permet pas de perspective de reconstruction. Cette aide internationale ne peut se substituer à des politiques nationales efficaces, mais on constate qu'elle peut contribuer à abattre certains obstacles d'accès à l'école créés par la pauvreté ou le sexe et qui touchent toujours les populations les plus fragiles.

**Quels sont les freins qui interdisent les enfants d'accéder à l'éducation ?**

La pauvreté est la première cause. Dans le monde, il y a 1,4 milliard de personnes qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. Dans de nombreux ménages à travers le monde en développement, le coût de la scolarisation est en concurrence avec des dépenses destinées à d'autres besoins comme les soins de santé ou la nourriture. Le fait que les parents n'ont pas les moyens de régler les dépenses d'éducation est une des raisons majeures pour lesquelles les enfants ne sont pas scolarisés. 166 millions d'enfants âgés de

“ Nous sommes réellement à la croisée des chemins. Avec la crise financière et alimentaire, les budgets nationaux et des ménages subissent une plus grande pression rendant le financement de l'éducation encore plus vulnérable. ”



@SNUIPP-FSU

Photo d'Ulrika Pepler Barry.

5 à 14 ans sont même obligés de travailler pour assurer des revenus. Le lieu de résidence est un facteur supplémentaire du désavantage en matière d'éducation. Les enfants vivant dans des bidonvilles, des zones rurales reculées ou des zones touchées par des conflits sont généralement tenus à l'écart des écoles. Enfin, ceux en situation de handicap ou touchés notamment par le VIH ont également des chances d'éducation limitées.

#### **Vous parliez aussi de progrès réalisés. Quels sont-ils ?**

Des grands pas ont été faits dans le domaine de l'enseignement primaire. Le nombre d'enfants non scolarisés a baissé de 33 millions depuis 1999. L'Asie du Sud et de l'Ouest a même réduit de plus de la moitié le nombre d'enfants non scola-

risés d'âge du primaire. Ces progrès ont d'ailleurs permis d'avancer sur la voie de la parité. La part des filles non scolarisées a baissé régulièrement. De même, le taux d'alphabétisme des adultes a progressé plus rapidement chez les femmes que chez les hommes. Sur le terrain ces progrès ont été rendus possibles par des nouvelles constructions d'écoles, des enseignants mieux formés et surtout par la suppression des frais de scolarité ainsi que la gratuité des uniformes, des livres et des crayons.

#### **Quelles sont les priorités à venir ?**

Nous sommes réellement à la croisée des chemins. Avec la crise financière et alimentaire, les budgets nationaux et des ménages subissent une plus grande pression rendant le financement de

“ Le bilan de l'aide est décevant alors que c'est un élément vital du pacte de l'Éducation pour Tous. ”

l'éducation encore plus vulnérable. Soit nous continuons comme si de rien n'était au risque d'anéantir les progrès réalisés depuis 10 ans, soit nous nous servons de cette crise pour construire des systèmes plus durables. Il n'est pas possible d'avoir un développement sans éducation. Il est donc urgent d'agir. Des mécanismes de financement innovants doivent être mobilisés pour combler le déficit actuel. Nous devons aussi construire des systèmes éducatifs inclusifs. C'est la responsabilité de toute la communauté internationale.

\* Cet entretien a été d'abord publié dans l'édition n° 339 du magazine Fenêtre sur cours (29 mars 2010), et est reproduit ici avec l'aimable autorisation du Syndicat National Unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC (SNUipp). III

## Rapport mondial de suivi 2010 de l'UNESCO

# Trop d'enfants ne sont toujours pas scolarisés

Par Dennis Sinyolo

L'Internationale de l'Éducation a répondu au Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour Tous (RMS) de 2010. Il s'agit d'une publication annuelle de suivi des progrès vers les six objectifs d'éducation pour tous (EPT) fixés à Dakar en 2000. Le rapport est produit par une équipe indépendante, sous les auspices de l'UNESCO. L'édition de cette année, ayant pour thème « Atteindre les marginalisés », a été officiellement lancée en janvier au siège des Nations Unies à New York.

La réponse de l'IE au RMS analyse et résume les principales conclusions du rapport. Elle sera publiée et distribuée aux affiliés en juin. Vous trouverez ci-dessous un résumé de cette analyse.

### Principales conclusion du RMS : progrès concernant les objectifs de l'EPT

Bien que le RMS fasse état de progrès vers les six objectifs de l'EPT, il concède que ceux-ci ne seront pas atteints d'ici 2015. Ainsi, bien que le nombre mondial d'enfants non scolarisés ait chuté de 33 millions depuis 1999, 72 millions ne le sont toujours pas, pour la plupart en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest. Selon les tendances actuelles, 56 millions d'enfants ne seront pas scolarisés en 2015.

De même, les tendances actuelles suggèrent que l'objectif de 50% d'amélioration du niveau d'alphabétisation adulte ne sera pas atteint. En dépit de progrès soutenus, 759 millions d'adultes, dont deux tiers de femmes, ne jouissent toujours pas d'une alphabétisation de base. Le RMS avertit qu'en l'absence de mesures afin d'accélérer les progrès, quelque 710 millions d'adultes resteront analphabètes en 2015. Selon le

rapport, la situation est la même pour les autres objectifs de l'EPT : les cibles relatives à la parité entre les genres, à l'éducation de la petite enfance et aux compétences des jeunes et des adultes ne seront pas atteintes. Les statistiques ci-dessus devraient avoir l'effet d'une énième sonnette d'alarme pour les gouvernements, les donateurs et les autres parties prenantes du secteur de l'éducation, et les inciter à investir dès à présent dans l'éducation!

### Impact de la crise économique et du déclin du soutien des donateurs

La publication du RMS de cette année coïncide avec la crise économique mondiale la plus grave depuis la Grande dépression des années 1930. Les systèmes éducatifs de nombreux pays les plus pauvres du monde commencent à peine à subir le contrecoup de cette crise, émanant à l'origine des systèmes financiers du monde industrialisé. Le risque, de plus en plus pressant, est qu'après dix années d'avancées encourageantes, les progrès vers les objectifs d'éducation pour tous stagnent voire s'inversent, sous l'influence du ralentissement de la croissance économique, de l'augmentation de la pau-



vreté et de la pression sur les budgets des gouvernements qui en résulte. Le rapport confirme l'argument maintes fois répété de l'IE, selon lequel la crise économique menace les objectifs de développement humain, y compris l'éducation. Mais la crise économique mondiale ne peut servir d'excuse pour priver une génération de jeunes et d'adultes de leur droit fondamental à une éducation de qualité.

Le RMS révèle également que les dépenses d'aide stagnent. Malgré une augmentation globale sur les dix années écoulées, pour atteindre 10,8 milliards de dollars en 2007, soit plus du double de 2002, les engagements totaux dans l'éducation se maintiennent aux niveaux de 2004, soit 12 milliards de dollars. Par ailleurs, l'éducation ne semble pas avoir la priorité dans les aides globales. En 2010, les dépenses liées à l'éducation ne représentent toujours que 12%, soit le même pourcentage qu'en 1999-2000. L'IE soutient la recommandation du RMS d'augmenter la



## Levez la main pour l'éducation !

# La stratégie de l'IE pour la reprise post-crise

Par Monique Fouilhoux

mobilisation de ressources et de renforcer l'équité des dépenses publiques, et son exhortation des donateurs à honorer et à augmenter leurs engagements en termes d'aide financière.

### La marginalisation sous les projecteurs

Le RMS de 2010 insiste sur la nécessité universelle d'atteindre les élèves marginalisés, et ce quelle qu'en soit la raison : pauvreté, isolement rural, appartenance à une minorité ethnique, langue, handicap ou autre. L'IE soutient résolument la recommandation du rapport que les gouvernements renforcent leurs efforts en faveur des groupes marginalisés, tels que les minorités ethniques, les ménages pauvres vivant dans des bidonvilles ou des zones rurales reculées, les enfants handicapés et les populations confrontées au VIH/SIDA ou aux conflits armés.

Les questions de la marginalisation et de la qualité ne peuvent être traitées sans s'occuper également de la pénurie d'enseignants qualifiés. Afin de combler le fossé entre l'offre et la demande en enseignants, 10,3 millions d'instituteurs primaires, pour ne citer qu'eux, doivent être embauchés pour atteindre l'objectif de l'EPT d'une éducation primaire universelle d'ici 2015. Des stratégies politiques nationales et internationales courageuses et axées sur la durabilité et la qualité sont nécessaires, et non des mesures de court terme sacrifiant la qualité au profit de la quantité. Les gouvernements doivent investir dans une formation initiale et continue des enseignants de qualité, ainsi que dans le développement professionnel, pierres angulaires d'une éducation de qualité. III

Depuis le début de la crise financière en 2008, l'IE n'a cessé de promouvoir l'éducation et la formation en tant que stratégies de croissance économique au travers de la campagne Levez la main pour l'éducation! Avec nos membres, les autres fédérations syndicales et la société civile, nous coopérons pour faire valoir nos positions auprès des dirigeants mondiaux. Petit à petit, les gouvernements commencent à prendre notre message au sérieux. Nous devons cependant rester vigilants afin d'assurer que les discours se transforment en décisions significatives. Dans les mois à venir, l'IE articulera sa stratégie autour de deux axes centraux.

### La Campagne mondiale pour l'éducation

Premièrement, comme vous le lirez en pages 2 et 3 de ce magazine, l'IE mène des initiatives, comme la Semaine mondiale d'action et la Campagne 1BUT pendant la Coupe du monde de football, avec des organisations de la société civile. Ces campagnes font prendre conscience des problèmes que rencontrent les pays en voie d'industrialisation pour atteindre les objectifs d'Education pour Tous. Nous devons nous assurer que la crise ne nous empêchera pas de tenir les promesses faites à toute une génération d'enfants. Dans les mois à venir, nous tenterons d'exercer encore plus de pression pour une déclaration forte lors du Sommet des Objectifs du Millénaire pour le développement, prévu à New York en septembre. Ce sommet, organisé à la demande du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, représentera une occasion unique d'annoncer une vision unifiée et intégrée pour l'avenir du développement.

### Cibler les dirigeants mondiaux au G20

Le 21 avril, les ministres du Travail et de l'Emploi du G20 ont décidé d'accorder à l'éducation et à la formation une place importante dans leur ordre du jour pour la reprise. Lors de cette réunion, à laquelle ont participé des dirigeants syndicaux, demande a été faite au G20 d'adopter une stratégie pour la formation. Les membres de l'IE doivent maintenant profiter de cet élan pour faire adopter les changements nécessaires lors des réunions à venir. Les dirigeants du G20 se retrouveront au Canada en juin, puis en Corée du Sud en novembre. L'IE coopère avec d'autres syndicats mondiaux pour publier des déclarations fortes et pousser les gouvernements à agir. L'IE soutient en outre le mandat donné par le Groupe de haut niveau pour l'Education pour Tous à la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bukova, pour prendre part aux discussions au niveau du G20 en vue de s'assurer que l'Education figure en bonne place à l'ordre du jour. Nous avons attendu très longtemps et souhaitons dès lors voir apparaître des résultats d'ici à la réunion de novembre en Corée du Sud.

### Événements futurs sur le thème de la crise

**Juin** (pendant la Coupe du Monde) – Réunion sur l'Education pour Tous en Afrique du Sud.

**25-27 juin**

Réunion du G20 à Muskoka, Canada.

**20-22 Septembre**

Sommet des Objectifs du Millénaire pour le développement à New-York, Etats-Unis.

**11-12 Novembre**

Réunion du G20 à Séoul, Corée du Sud. III

INFO

De plus amples informations sur notre campagne Levez la main pour l'éducation ! peuvent être trouvées sur : [www.ei-ie.org/handsup/fr](http://www.ei-ie.org/handsup/fr)

## Projet pour des éducateurs de qualité

# Les enseignants améliorent leurs compétences grâce à la coopération au développement

Par Claude Carroué

En partenariat avec l'organisation hollandaise Oxfam Novib, l'IE a développé un programme pour des « éducateurs de qualité pour tous », plus connu sous le nom de « Projet Quality-Ed ». Son objectif est d'aider les autorités publiques à prendre leurs responsabilités dans l'apport d'une éducation publique de qualité.



Le projet Quality-Ed vise à établir des relations entre les autorités de l'éducation et d'autres acteurs, en particulier les syndicats d'enseignants, afin d'établir un profil de compétences des enseignants, de développer un programme se concentrant sur les compétences utiles pour la vie courante, et de soutenir les programmes de formation pour les enseignants en école primaire non-qualifiés dans l'éducation formelle et non-formelle.

« Le programme a deux avantages majeurs », explique Gaston De la Haye, responsable du programme Quality-Ed à l'IE. « Tout d'abord, il apporte une valeur ajoutée en termes de développement professionnel des enseignants en permettant aux Syndicats d'enseignants enseignants de partager leur expertise et de se 'réapproprier' leur profession grâce au rôle important qu'ils jouent dans ce projet. Particulièrement dans le développement du profil de compétences des enseignants, la révision du programme de formation et du programme se concentrant sur les compétences utiles pour la vie courante. »

« Le second avantage est que les syndicats renforcent leur position de partenaires sociaux dans les négociations sur les conditions de travail et d'enseignement », précise-t-il.

© OXFAM NOVIB

Ces élèves en Ouganda bénéficient d'enseignants pleinement formés et qualifiés.



Les syndicats auront aussi l'occasion de jouer leur rôle dans la négociation des salaires et de conditions de travail décentes pour leurs membres », conclut De la Haye.

Le programme a été lancé en novembre 2007 en Ouganda et au Mali et les deux projets pilotes ont produit des résultats admirables.

« Dans ces deux pays, nous avons pu rassembler tous les acteurs du monde de l'éducation, notamment les ministères de l'Education, les syndicats et les organisations de la société civile en tant que participants au projet », fait remarquer De la Haye.

La responsable de projet chez Oxfam Novib, Liana Gertsch explique que pour son organisation, « ce projet fait intégralement partie de son travail sur les droits humains et l'équité sociale. Le droit aux services essentiels, tels qu'une éducation de qualité, fait partie intégrante de la responsabilité du gouvernement envers ses citoyens. »

Gertsch précise que « Quality-Ed vise à accroître la proportion de femmes recrutées pour former les enseignants et à soutenir les femmes en cours de formation. L'UNESCO a rapporté des taux très élevés d'attrition que l'on retrouve souvent dans la profession d'enseignants. On ne sait pas toujours à quel point ces taux sont relatifs au genre. Toutefois, nous savons, grâce à notre expérience au Mali et en Ouganda, que les taux d'attrition sont élevés chez les femmes, même lors de la formation. Un



@ OXFAM NOVIB

Cette enseignante et ses étudiants dans une école malienne sont aidés par l'IE et Oxfam.

point de départ indispensable pour des éducateurs de qualité est de définir les compétences que les enseignants féminins et masculins doivent maîtriser afin d'activer promouvoir l'égalité des genres dans leur pratique enseignante. »

D'après Sylvia Borren, directrice indépendante du programme, « les syndicats peuvent en retirer des avantages : ils peuvent augmenter leur nombre d'affiliés en incluant parmi leurs membres des enseignants non-formels et en créant une situation où tout le monde est gagnant en les formant et en réduisant ainsi la pénurie d'enseignants. Cela diminuera la taille des classes qui est d'une importance cruciale

aussi bien pour les enseignants que pour les élèves. »

Les partenaires travaillent désormais sur un processus visant à réviser le profil de compétences des enseignants. Cela apportera aux enseignants en exercice ou en formation les connaissances générales et les compétences pédagogiques, sociales et psychologiques nécessaires afin d'adapter leur pratique aux besoins de chaque élève, tout en respectant les objectifs d'apprentissage collectifs du groupe.

L'IE et Oxfam espèrent assurer un financement supplémentaire afin d'étendre le projet Quality-Ed à d'autres régions et pays. ■■■



## Taxe mondiale

# Taxer le secteur financier en faveur des biens publics mondiaux

Par Koen Geven

Depuis que l'étendue des excès dus à l'irresponsabilité du système financier ont été mis en lumière au cours des mois écoulés, une demande croissante est apparue en faveur d'une taxe sur les transactions financières, plus communément appelée « taxe Tobin » « taxe Robin des bois », ou « impôt sur les opérations bancaires ».

L'Internationale de l'Éducation soutient l'idée de taxe sur les transactions financières internationales et a adopté une résolution sur la question qui doit être débattue lors de son 6ème Congrès mondial en Afrique du Sud l'an prochain.

### Qu'est-ce qu'une taxe sur les transactions financières ?

Il s'agit en somme d'une taxe de taux faible prélevée sur les transactions transfrontalières dans le secteur financier. On estime qu'appliquée à l'échelle mondiale, une telle taxe pourrait générer entre 200 et 900 milliards de dollars de recettes annuelles.

Proposée à l'origine par le lauréat du Prix Nobel James Tobin (d'où le nom de « taxe Tobin »), son but était double :

- ▶ Réduire le volume des échanges mondiaux et, par conséquent, réduire le risque ;
- ▶ Générer des revenus pour financer les biens publics mondiaux.

Avant que la crise n'éclate, la taxe n'avait pas dépassé le stade de l'idée académique car seuls les mouvements sociaux s'y intéressaient. Mais aujourd'hui que nous connaissons le potentiel destructeur d'un secteur financier sous-règlementé, nombre de gouvernements et d'institutions voient en cette taxe une option tout à fait sérieuse.

### Le FMI propose-t-il une « taxe Tobin » ?

Une fuite concernant le rapport du Fonds monétaire international (FMI) au G20

indique qu'il est proposé un système d'assurance visant à accroître la stabilité dans le secteur financier par l'intermédiaire de deux mesures :

- ▶ Une « contribution à la stabilité financière », un impôt sur les prêts publics étendu aux institutions financières durant la crise financière ;
- ▶ Une « taxe sur les activités financières », un impôt levé sur les profits et salaires des banquiers afin de couvrir toute intervention future des gouvernements.

Si la « taxe Tobin » vise à générer d'importants revenus afin de financer les biens publics nationaux et mondiaux, à l'instar d'une meilleure protection du climat, d'un développement humain plus équilibré et d'un accès plus large à l'emploi décent, les propositions avancées par le FMI ont seulement vocation à accroître la stabilité sur les marchés financiers.

### Cette taxe peut-elle profiter à l'éducation ?

Les analystes prédisent d'importantes réductions dans le secteur public ces prochaines années. L'Organisation pour la coopération et le développement économiques prévoit qu'entre 2008 et 2014 la dette publique



@ ASSOCIATED PRESS

atteindra entre 75 % et 115 % du produit intérieur brut des pays. Retraites, sécurité sociale et soins de santé sont les cibles citées afin de réduire cette dette publique. Dans certains pays tels que la Lettonie ou l'Irlande, le secteur de l'éducation a également connu des réductions significatives.

Dans les pays où il n'est pas le principal visé par ces réductions, le secteur de l'éducation reste néanmoins indirectement affecté par les réformes d'après-crise. Dans les pays industrialisés, les jeunes, confrontés à des niveaux élevés de chômage, tentent d'accéder à des systèmes d'enseignement professionnel et supérieur chroniquement sous-financés. Mais les pays à bas revenu sont les plus lourdement touchés, dès lors que l'aide au développement en faveur de l'éducation ne pourra atteindre les niveaux cibles établis à l'échelle internationale, à l'image de l'objectif de l'Éducation pour Tous. Une taxe sur les transactions financières pourrait constituer une solution durable à ces problèmes.

### Existe-il un espoir politiquement ?

L'IE travaille de concert avec ses partenaires du mouvement syndical international, à savoir les autres Fédérations syndicales internationales et la Confédération syndicale

## Mobilité transfrontalière des enseignants

# Un nouveau tableau comparatif des qualifications révèle les défis à la mobilité des enseignants

Par Dennis Sinyolo

internationale, afin de faire pression auprès des gouvernements nationaux et des institutions internationales. Nous trouvons appui non seulement auprès de plusieurs ONG et organisations de la société civile, mais aussi auprès d'organes politiques tels que le Parlement européen, qui s'est récemment prononcé en faveur d'une taxe sur les transactions financières. Certains gouvernements cependant s'opposent à cette taxe, craignant des répercussions négatives sur leur économie nationale. Le FMI, lui-même tributaire des marchés financiers pour ce qui concerne ses revenus, s'oppose à la taxe car il redoute une réduction de la taille des marchés financiers.

### Où trouver de plus amples informations ?

L'IE suit de près le débat autour de la réforme fiscale et son impact sur le secteur de l'éducation. Pour en savoir plus sur le travail de l'IE dans le cadre de la crise, veuillez consulter notre site web dédié à la campagne *Levez la main pour l'éducation !* : [www.ei-ie.org/handsup/fr](http://www.ei-ie.org/handsup/fr). III

**Améliorer le professionnalisme et le statut des enseignants pour promouvoir, reconnaître et entériner des normes, tel était le centre d'intérêt du 5<sup>ème</sup> Congrès de recherche sur les enseignants du Commonwealth, tenu du 24 au 25 mars à l'Université de Free State à Bloemfontein, en Afrique du Sud.**

Le symposium a rassemblé plus de 30 chercheurs, fonctionnaires et représentants d'organisations nationales et internationales, ainsi que d'établissements d'enseignement supérieur, ainsi que l'IE et ses affiliés du *South African Democratic Teachers' Union* (SADTU), de la *National Professional Teachers' Organisation of South Africa* (NAPTOSA) et de l'*American Federation of Teachers* (AFT).

Pendant ces deux jours, il a été démontré que le phénomène de migration des enseignants continuait de s'intensifier dans de nombreux pays autour du globe, créant de graves pénuries au niveau de l'offre et de la demande actuelles et futures en enseignants, lesquels pèsent lourdement sur la qualité des systèmes d'éducation dans les pays 'd'origine'.

Les délégués ont réitéré la nécessité pour les pays d'appliquer les principes et les dispositions du Protocole du recrutement des enseignants du Commonwealth dans la gestion de la migration d'enseignants, afin de garantir à chaque enseignant le droit d'émigrer tout en protégeant l'intégrité des systèmes d'éducation vulnérables.

Les participants ont également appelé les gouvernements et les autres acteurs à relever le défi posé par la dévalorisation du statut professionnel des enseignants au sein et à l'extérieur du Commonwealth, car des preuves empiriques présentées lors de l'évènement ont montré que le statut professionnel des enseignants continue d'être dévalorisé. Les gouvernements, les syndicats d'enseignants et les autres acteurs doivent traiter les questions de la formation et de la remise à niveau des enseignants, la reconnaissance de leurs qualifications, leur enregistrement professionnel et le développement de normes pour la profession. Le symposium a également insisté sur le besoin de réglementer les agences de recrutement afin de réduire ou d'empêcher l'exploitation des enseignants migrants.

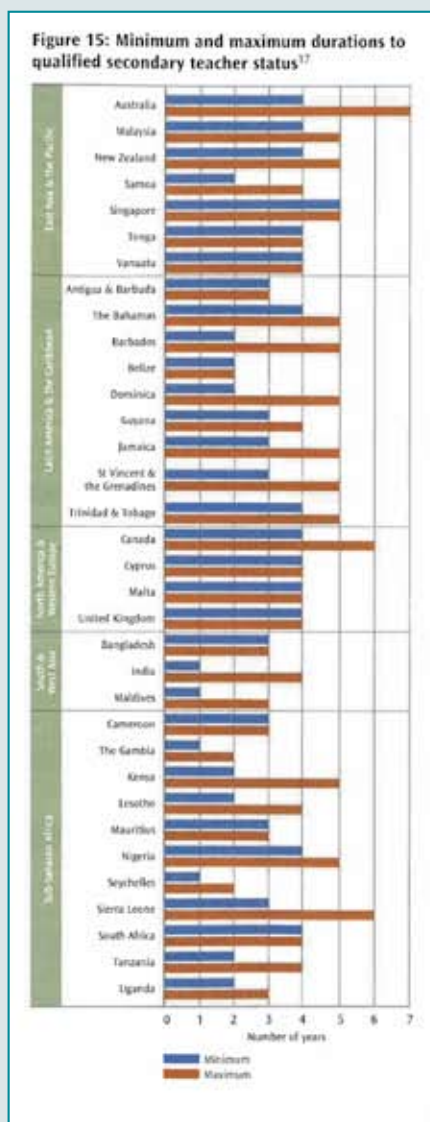
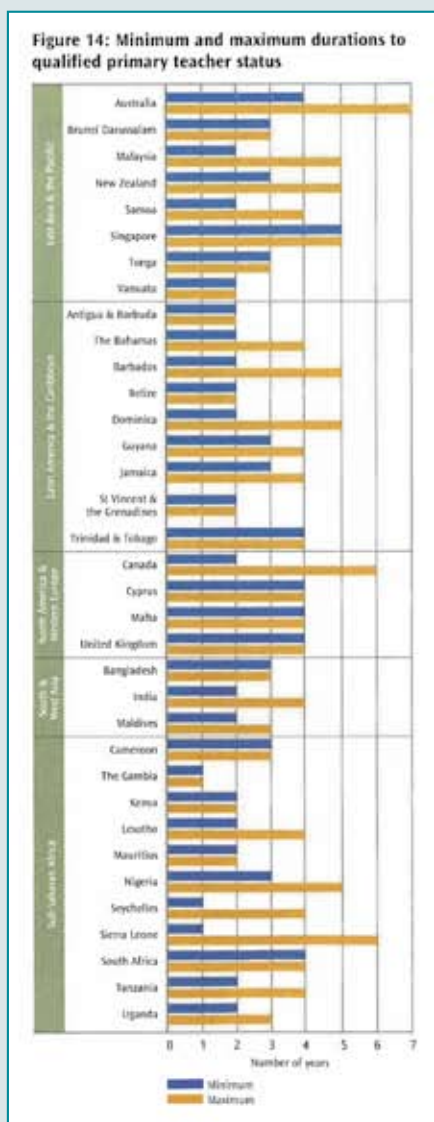
En publiant le Tableau comparatif des qualifications des enseignants, lequel compare les qualifications des enseignants dans 35 pays du Commonwealth au niveau primaire et secondaire, le Secrétariat du Commonwealth a aussi présenté les implications de la reconnaissance des qualifications des enseignants d'un pays à

*Continuez p. suivante* ●●●

INFO

Pour lire la résolution de l'IE sur le thème "Éduquer dans une économie mondialisée", veuillez consulter notre répertoire des politiques à l'adresse: [www.ei-ie.org/library/fr](http://www.ei-ie.org/library/fr)

## Durée minimale et maximale pour obtenir le statut d'enseignant qualifié dans le primaire (gauche) et dans le secondaire (droite)



Les tableaux extraits de la publication du Commonwealth comparent la durée des cours de formation à la profession d'enseignant, laquelle varie à l'intérieur des régions et entre elles.

l'autre, de la mobilité des enseignants et des normes minimales pour la profession, au sein et à l'extérieur du Commonwealth.

Le document mentionne qu'une « reconnaissance accrue du rôle de la professionnalisation des enseignants grâce à une meilleure compréhension des normes et des qualifications de ceux-ci, tenant compte des contextes locaux, nationaux, transnationaux et internationaux, est encouragée au sein du Commonwealth, afin d'informer sur la façon selon laquelle les qualifications et les normes sont établies ».

Le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, se félicite du lancement du Tableau comparatif des qualifications des enseignants et lance un appel pour l'utilisation du Protocole de recrutement des enseignants du Commonwealth en tant qu'instrument de bonne pratique pour la gestion de la migration des enseignants. Il a indiqué que « le tableau comparatif est un outil de recherche précieux qui permet une comparaison utile des qualifications des enseignants au sein du Commonwealth ». III

**INFO**

Le Tableau comparatif des qualifications des enseignants du Commonwealth de James Keavy et Jonathan Jansen est en vente sur le site du Secrétariat du Commonwealth (en anglais) : [www.publications.thecommonwealth.org](http://www.publications.thecommonwealth.org)



## Droits humains et syndicaux

# Assassinats d'enseignants en Colombie : vingt ans d'impunité

Par Mar Candela

*Plusieurs hommes masqués sont entrés dans la classe et l'ont abattu, en plein cours. Ils ne lui ont pas laissé le temps de dire un mot. L'un des hommes masqués a soulevé le corps sans vie de notre professeur et a dit : « Cet homme devait mourir parce qu'il enseignait des idées nuisibles. Nous pourrions vous tuer vous aussi. Alors faites en sorte de ne pas suivre ces idées nuisibles, si vous souhaitez rester en vie ».*

Ce témoignage a été recueilli par le Dr Mario Novelli dans un rapport réalisé pour l'IE en 2009 et intitulé : « Guerre dans la salle de classe » (Colombia's Classroom wars). C'est un enfant qui parle, témoin direct du meurtre. Mais, qui sont ces hommes masqués et quelles sont ces idées nuisibles dont ils parlent ?

En Colombie, plus de trois millions de personnes ont abandonné leur foyer et leurs terres, craignant d'être prises au piège dans les conflits qui opposent les différents groupes armés : la guérilla de tendance marxiste, l'armée, les narcotrafiquants et les groupes paramilitaires d'extrême droite. Le quotidien des écoles en zones rurales illustre

parfaitement cette situation : les guérilleros utilisent les écoles comme plateformes pour obtenir de l'aide auprès de la communauté locale, l'armée les transforme en bases pour mener leurs opérations d'enlèvements – les hélicoptères atterrissent dans la cour de récréation et les soldats y passent la nuit –, les narcotrafiquants s'en servent pour dissimuler la drogue, et les groupes paramilitaires y font irruption pour éliminer les personnes considérées comme des objectifs militaires légitimes : les enseignants. Enfin, les élèves sont enrôlés dans la guérilla et les factions paramilitaires, et l'on estime qu'il existe entre 8.000 et 10.000 enfants-soldats (Human Rights Watch, 2010).

Les travailleurs du secteur de l'éducation sont les principales victimes de ces assassinats ciblés. La majorité d'entre eux militent activement au sein d'un syndicat et, en tant que tels, ils s'opposent ouvertement au programme néolibéral mis en place depuis 2002 sous la Présidence d'Álvaro Uribe, et de son parti, le *Partido Social de Unidad Nacional*, lequel prévoit des restrictions budgétaires et la privatisation des services publics-notamment la santé et l'éducation-ainsi que celle des entreprises nationales et des ressources naturelles.

Comme l'explique le Dr Novelli dans son rapport, bien que les syndicalistes du secteur de l'éducation « aient été la cible de tous les groupes armés impliqués dans le conflit colombien, ce sont les organisations paramilitaires qui ont été les plus actives et il existe de nombreux témoignages fiables dénonçant les liens étroits qu'elles entretiennent avec divers départements de l'Etat colombien ».



La Colombie abrite le plus grand conflit armé du monde, qui a des répercussions dramatiques sur la vie quotidienne des enseignants dans ce pays.



© TOM CALENDERA

Dans les quartiers marginaux de Medellín, nombreux sont les cas de violation des droits humains des enseignants.

## Les escadrons de la mort

L'origine des organisations paramilitaires remonte aux années 1960, à l'époque où les grands propriétaires terriens soutenaient les groupes armés en vue d'assurer leur protection contre la guérilla et d'éviter la réforme agraire imminente prévoyant une nouvelle répartition des terres plus équitable entre les paysans.

C'est ainsi que commence une histoire sanglante, entachée d'assassinats et de violations des droits humains perpétrés par ces groupes armés, dont le nombre et l'influence ne cessent d'augmenter, et qui tisseront des liens « complexes, souvent contradictoires, avec le pouvoir politique en place, les oligarchies locales et les cartels de la drogue ». On parle désormais de « parapolitique », en référence aux liens qui existent entre les élus politiques, partisans du Président Uribe, et les organisations paramilitaires. « La parapolitique a démontré que l'Etat n'était pas une victime », affirme Novelli dans son rapport. « Une grande partie des élites régionales et nationales jouant un rôle important au sein

de l'Etat, qu'il s'agisse de hauts fonctionnaires du gouvernement ou de personnalités politiques élues par les citoyens, ont ainsi créé des coalitions avec les paramilitaires et les narco-trafiquants afin de consolider leur pouvoir à l'intérieur et en dehors de l'Etat et modifier les compétences politiques ».

## Faire entendre la voix des enseignants

Afin d'élaborer de nouvelles stratégies permettant de remédier à cette situation, l'Internationale de l'Education a organisé à Bogota, en avril, plusieurs journées de formation en collaboration avec la FECODE, la plus importante fédération syndicale de l'éducation en Colombie et la plus touchée par la violence politique.

Cette collaboration a permis de faciliter les échanges d'informations et la coopération entre les organisations syndicales de tout le pays. Les données collectées à cette occasion révèlent que, entre 1991 et 2010, 873 enseignants ont été assassinés, dont 13 entre janvier et avril de cette année. Plus de quatre-

vingt dix pour cent des assassinats ne font l'objet d'aucune enquête ou n'aboutissent jamais à l'identification des coupables.

Les témoignages des participants ont également démontré que les intérêts économiques se révèlent un élément-clé pour expliquer le déplacement forcé de communautés entières, en général les plus pauvres et les plus vulnérables tels que les communautés autochtones, dans le but de libérer des terres qui ont ensuite été transformées, grâce à l'apport de capitaux étrangers, en exploitations minières et en cultures intensives, comme les plantations de palmiers à huile destinées à la production de biocarburants. Dans son rapport, l'*Asociación de Educadores* d'Arauca explique : « Avec la découverte des gisements de pétrole et l'expansion des guérillas, ce secteur acquiert une grande importance pour le pays et les intérêts étrangers, du fait des ressources naturelles existantes. La région pétrolière de Caño de Limón est un Etat nord-américain dans l'Etat, et nul n'ignore plus les mesures de sécurité renforcées et la présence permanente de militaires nord-américains aux côtés des troupes colombiennes ».



## Egalité des genres

# L'heure de l'équité salariale a sonné

A cet égard, les accords de libre-échange commercial avec les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne (UE) que souhaite ratifier le gouvernement colombien supposent une déréglementation dangereuse des conditions actuelles, favorisant les intérêts des multinationales au détriment du bien-être de la population colombienne et de sa fragile économie locale.

La question est la suivante : que faire pour mettre fin à ce climat d'impunité et de violence, enraciné dans les fondements mêmes d'un système qui se prétend démocratique ?

En premier lieu, il faut continuer à travailler dans le but de faire entendre la voix des enseignants et d'attirer l'attention de la communauté internationale, une nouvelle fois, sur la situation dramatique qui sévit en Colombie, et ce, par le biais des moyens de communication et des agences gouvernementales : les Conseils de Défense des Droits Humains, l'UE et l'Organisation Internationale du Travail. Ces institutions peuvent servir à renforcer le soutien de la part de la population, et faire pression sur le gouvernement colombien afin de protéger la vie de tous ses citoyens et améliorer le système judiciaire, dans le but de mettre un terme à l'impunité.

A ce sujet, Novelli précise : « les lettres de protestation et les appels à action urgente envoyés aux organisations internationales, les réseaux de solidarité et les pressions exercées sur les ambassades de Colombie peuvent contribuer à accroître la visibilité des violations au niveau international et augmenter le coût politique de cette violence ».

« Je souhaite pousser un cri et ils m'en empêchent », dit une chanson populaire colombienne, un chant paysan interdit en 1948 en raison du message qu'il véhicule, même dissimulé derrière une tonalité festive. Les enseignants du monde entier doivent unir leurs forces en solidarité avec la Colombie et faire entendre cette voix dénonciatrice, ce cri puissant qui s'élève à travers la Terre entière, jusqu'à ce que les armes se taisent. III

Le 15 avril marque la Journée européenne pour l'égalité salariale : une occasion de nous rappeler qu'un défi mondial majeur dans la réalisation de l'égalité entre hommes et femmes est l'égalité des salaires. Le choix de cette date est symbolique : c'est la date jusqu'à laquelle les femmes doivent travailler en 2010 pour atteindre le salaire que les hommes ont perçu pour un travail équivalent en 2009. Même aujourd'hui, aucun pays au monde ne peut se targuer d'avoir atteint l'équité salariale, en dépit de plusieurs traités internationaux appelant à combler l'écart entre les salaires.

Cette année, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, l'Internationale de l'Éducation a lancé sa campagne mondiale baptisée L'équité salariale, maintenant ! Par cette campagne, l'IE affirme le droit de tous les travailleurs et travailleuses à un salaire équitable et veut soutenir les syndicats d'enseignants dans la lutte contre la discrimination entre hommes et femmes en matière d'emploi.

On entend par équité salariale un salaire égal pour le même travail ou pour un travail de valeur comparable. Néanmoins, les emplois féminisés sont souvent moins bien rémunérés que les postes généralement occupés par des hommes. L'enseignement, par exemple, est une profession féminisée, dans laquelle la proportion des femmes est plus élevée que celle des hommes. Pourtant la proportion d'enseignantes diminue à mesure que l'âge des étudiants est élevé et que les revenus sont supérieurs. C'est tout particulièrement le cas dans l'enseignement supérieur, où l'échelle des salaires est plus élevée et où les femmes doivent se battre pour obtenir des postes de direction, voire de professeurs. Travaillant au même niveau de formation que leurs collègues masculins, les femmes sont plus susceptibles d'occuper des emplois à temps partiel et des postes non titularisés et non décisionnels. Tous ces éléments portent préjudice aux femmes, d'abord au niveau de



la fiche de paie et ensuite en ce qui concerne le montant de la pension de retraite qu'elles percevront.

Cette campagne a pour but d'encourager les organisations d'enseignants du monde entier à récolter des preuves documentant l'inégalité salariale, d'engagements en faveur de l'équité salariale et d'un lobbying bien coordonné pour faire agir les gouvernements dans le bon sens. III

INFO

Soutenez notre campagne dès aujourd'hui: [www.ei-ie.org/payequitynow/fr](http://www.ei-ie.org/payequitynow/fr)



## Espagne

# Eduquer à l'égalité

**Le syndicat espagnol FETE-UGT a lancé une campagne de sensibilisation destinée à promouvoir l'égalité de genre. Mise sur pied dans le cadre de la convention signée avec le ministère de l'Égalité, cette campagne vise à ouvrir de nouveaux espaces de dialogues et de débats, tout en offrant aux travailleuses et aux travailleurs de l'éducation des outils concrets permettant d'aborder cette thématique de manière transversale dans les écoles, c'est-à-dire en allant au-delà des politiques de discrimination positive en faveur des femmes.**

Malgré la transformation du système éducatif par l'instauration de la mixité dans les écoles, il existe toujours, en Espagne, des barrières faisant obstacle à l'égalité. La perpétuation d'attitudes et de valeurs sexistes continue de conditionner les choix fondamentaux et professionnels, ainsi que la participation des femmes dans tous les secteurs, avec pour conséquence dramatique, aujourd'hui encore, la violence fondée sur le genre. De même, l'une des manifestations de cette inégalité peut être observée au niveau de la discrimination verticale au sein du système éducatif, où les femmes restent encore minoritaires dans les postes à responsabilité – rectorats, décanats, direction d'établissements, etc. –, ainsi que dans les postes d'enseignants aux niveaux secondaire et universitaire.

Les études démontrent que, dans le choix de leur profession, les étudiantes et les étudiants s'orientent majoritairement vers des secteurs liés aux rôles traditionnels qu'ils ou elles occupent dans la société. Au niveau des études universitaires, le pourcentage d'étudiantes inscrites en architecture et en

ingénierie technique dépasse à peine les 25% et s'élève à 30% en architecture et en ingénierie supérieure, alors que dans les sections comme le travail social, plus de 80% des étudiants sont des femmes, tout comme en logopédie où ce pourcentage atteint les 91%.

### Matériel didactique en ligne : une bibliothèque virtuelle

Le matériel didactique de la campagne « Eduquer à l'égalité » comprend des manuels d'information destinés aux enseignants et aux élèves du primaire, du secondaire et du supérieur. Disponibles dans les différentes langues d'Espagne – castillan, catalan, galicien et basque –, ces manuels abordent les différents aspects de l'enseignement sur le genre. Ils seront distribués dans plus de

50 000 établissements scolaires et peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site Internet de la campagne.

De plus, ce site permet également d'avoir accès à des conseils psychopédagogiques sur des thèmes en relation avec l'égalité et l'éducation, la prévention de la violence envers les jeunes filles dans les établissements scolaires, la formation en coéducation, l'élaboration de programmes sur l'égalité dans les écoles, et tout ce qui concerne le projet. III

**INFO**

**Pour obtenir les informations complètes sur la campagne et accéder au matériel didactique, veuillez visiter le site (en espagnol) : [www.educandoenigualdad.com](http://www.educandoenigualdad.com)**

The screenshot shows the website 'Educando en Igualdad' with a navigation menu on the left, a featured article 'Aventuras d'una dona en avió' in the center, and an agenda for May on the right. The website is in Spanish and features a purple and yellow color scheme.

**EDUCANDO EN IGUALDAD**

- La campaña
- Las publicaciones
- Y en las Redes Sociales
- COEDUCACIÓN
- Boletines periódicos
- La Legislación
- Las familias
- Los centros educativos
- CURRÍCULO LUM
- Comunicación
- Conocimiento del Medio
- Educación para la ciudadanía
- Historia
- Lengua y Literatura
- Matemáticas
- Tecnología

**Aventuras d'una dona en avió**

Piàcament sempre enfundada en un vestit de cui i amb unes botes negres altes, Elisabeth Savvy (1807-1900) es una dona independent, elegant i cosmopolita. Coneguda pel pseudònim Tanya, representa la perfecta dona emancipada del període d'entreguerres. Una dona lluna capaç de recórrer el món per qualsevol motiu i d'explicar les seves vivències a través d'articles, relats i novel·les.

Moltes dones en la història van decidir desafiar els rols tradicionals que els van intentar imposar. Aquest llibre d'aventures i història pot servir-te com propòsit de lectura en l'aula.

**Agenda**

2010

May

Di	Ma	Me	Ju	Vi	Do
			1	2	
3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31	

Presentació de la Campanya "Educató en Igualtat" a Sevilla

24.05 11.00

**La Campaña**

Educando en Igualdad

## Droit humains et syndicaux

# L'Iran et les droits des femmes

Par Rebeca Sevilla

Les enseignants iraniens élèvent la voix pour lutter contre les violations de droits humains et syndicaux qui se traduisent par des emprisonnements et des meurtres pour condamner un militantisme pacifique. Quatre enseignants auraient été emprisonnés au cours de ces derniers mois. De plus, l'enseignant de 35 ans, Farzad Kamangar, aurait été exécuté en secret bien que le processus d'appel judiciaire dans cette affaire ne soit pas achevé.

L'année dernière, des militants en faveur des droits des femmes ont également été arrêtés et incarcérés alors qu'ils revendiquaient la liberté et une plus grande égalité des genres, argumentant que l'Iran considérait ses citoyennes comme étant inférieures aux hommes. La récente loi sur le soutien à la famille, qui selon les militants, réduit les droits des femmes au nom du « renforcement » de la famille, en est un autre exemple. Parmi ces militantes qui ont élevé la voix, incluant notamment des travailleuses et des étudiantes, certaines ont été mises en détention ou se sont vues infliger de lourdes peines de prison.

Ironiquement, l'Iran a tenté de devenir membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, mais a laissé tomber afin de mieux garantir sa place au sein de la Commission de la condition de la femme (CSW). La CSW est un organe rattaché au Conseil ECOSOC, composé de 45 représentants élus pour une période de quatre ans. La tentative fructueuse de l'Iran porta un sérieux coup aux objectifs de la CSW étant donné que l'organisme évalue les progrès relatifs à l'égalité des genres et fixe les normes et politiques mondiales visant à promouvoir l'égalité des femmes par rapport aux hommes. Il est choquant qu'un organe onusien ait accordé à l'Iran le statut de membre de la CSW, car cet Etat-membre n'a pas signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et continue d'ignorer les violations des droits des femmes.

Parmi les autres pays ayant rejoint l'Iran pour le mandat débutant en 2011, on compte notamment la Belgique, la Républi-

que démocratique du Congo, l'Estonie, la Géorgie, la Jamaïque, le Liberia, les Pays-Bas, l'Espagne, la Thaïlande et le Zimbabwe.

### Un signe de manque de respect

L'IE a manifesté sa profonde inquiétude quant au processus et à la possibilité réelle pour les femmes de dialoguer avec les gouvernements lors de la 54<sup>ème</sup> session de la CSW, qui s'est tenue à New York en mars 2010. Les membres de la société ci-

vile se sont retrouvés face à des obstacles majeurs, à la fois politiques et pratiques, notamment au regard du désaccord sur le document final, de la participation aux événements et du manque d'interprétation dans les salles de réunion.

La première Conférence mondiale des femmes de l'IE devrait se tenir à Bangkok, en Thaïlande, du 20 au 23 janvier 2011, et permettra de mieux connaître les participants et de discuter des mesures à prendre. III

INFO

› Appel d'action urgente de l'IE sur l'Iran: [www.ei-ie.org/fr/urgentactionappel/show.php?id=12&country=iran](http://www.ei-ie.org/fr/urgentactionappel/show.php?id=12&country=iran)

› Lettre ouverte au Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon concernant la 54<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme sur <http://unioncsw.world-psi.org>

› [www.ei-ie.org/gender/fr](http://www.ei-ie.org/gender/fr)

Octobre 2009. Participantes à une manifestation appelant à la 'Liberté pour l'Iran'.



## Abolir le travail des enfants

# 12 juin: Journée mondiale contre le travail des enfants: Rejoignez la lutte !

Une nouvelle publication de l'IE, rédigée en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et intitulée «Droit au but... éliminons le travail des enfants», sera présentée le 12 juin à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants.

Selon les estimations de l'OIT, plus de 200 millions d'enfants travaillent dans le monde. Plus de 100 millions d'entre eux travaillent dans des conditions jugées extrêmement dangereuses, où leurs droits fondamentaux sont ignorés et leur dignité bafouée.

La publication traduit la forte conviction des affiliés de l'IE que l'éradication du travail des enfants passe par la réalisation de l'objectif d'une éducation de qualité pour tous. Le Secrétaire général de l'IE Fred van Leeuwen insiste sur le rôle des enseignants dans le maintien des enfants à l'école:

«Les enseignants sont des acteurs primordiaux dans les efforts entrepris pour réintégrer des enfants à l'école et réduire le nombre de ceux qui abandonnent des initiatives et des synergies actuelles en faveur de l'éradication du travail des enfants et de leur maintien à l'école. Les organisations d'enseignants travaillent en partenariat avec d'autres organisations de la société civile et avec des institutions nationales et internationales concernées par la lutte contre le travail des enfants.»

Les enfants iront davantage à l'école si l'enseignement qui leur est dispensé est adapté et s'il y a apprentissage.

Outre des enseignants qualifiés et formés de manière professionnelle, les facteurs suivants sont nécessaires pour mettre fin au travail des enfants: «... un environnement scolaire sain, sûr et amical, un chemin sûr vers et depuis l'école, des programmes et un accès aux écoles adéquats, notamment dans les zones rurales, sont essentiels pour lutter

contre le travail des enfants et scolariser les enfants, en particulier les filles.»

«Droit au but... éliminons le travail des enfants» propose deux activités concrètes que vous et vos élèves pouvez réaliser autour de cette Journée mondiale contre le travail des enfants.

La première activité tend à aider les enfants à appréhender le phénomène du travail des enfants. Certaines des activités proposées conviennent à des enfants de plus de 14 ans, tandis que les autres ont été spécialement conçues pour des enfants plus jeunes.

La seconde activité baptisée «Carton rouge au travail des enfants !» est en rapport avec la Coupe du monde de football, qui se déroulera en juin et juillet en Afrique du Sud. De la même manière que les arbitres brandissent des «cartons rouges» durant les matchs de football pour expulser un joueur, les élèves brandiront des «cartons rouges» pour attirer l'attention du public sur les conséquences désastreuses du travail des enfants.

La publication conseille également aux enseignants de parler à leurs élèves de thèmes tels que la sportivité, le respect et l'inclusion, pas uniquement dans le contexte du sport, mais dans la société en général.



Les activités aident les enseignants et leurs élèves à aborder la question des droits de l'enfance et de ce que signifie le droit à l'éducation. La publication attirera également leur attention sur la multitude d'enfants exploités dans les industries manufacturières et dans d'autres secteurs, y compris celui de la production d'articles de sport.

L'année 2010 marque le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, la convention internationale du travail la plus largement ratifiée. Il reste six ans pour réaliser l'objectif mondial d'éradication des pires formes du travail des enfants. Bien que le mouvement mondial ait enregistré des progrès considérables dans la réduction de l'incidence du travail des enfants, les efforts doivent être renforcés si nous voulons parvenir à un monde exempt des pires formes du travail des enfants d'ici 2016.

Pour relever ce défi, l'IE a collaboré avec l'OIT, l'UNICEF, la Banque mondiale et le ministère néerlandais des affaires sociales et de l'emploi dans le cadre de la Conférence mondiale sur le travail des enfants, qui s'est déroulée à La Haye les 10 et 11 mai afin d'adopter la Feuille de route pour parvenir à éradiquer les pires formes du travail des enfants d'ici 2016. III

**INFO**

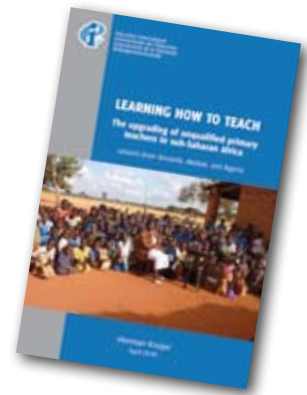
Pour télécharger **Droit au but !**, rendez-vous sur notre site Internet:  
[www.ei-ie.org/childlabour/fr](http://www.ei-ie.org/childlabour/fr)

Visitez le site Internet de la campagne «**Stop Child Labour – School is the best place to Work**» maintenant pour signer la pétition:  
[www.stopchildlabour.eu](http://www.stopchildlabour.eu)



Publication de recherches de l'IE

## Dirigeants syndicaux et enseignants apprennent les uns des autres



A la mi-2010, l'IE a publié deux nouvelles études importantes. Fondées sur des entretiens approfondis et des observations de dirigeants syndicaux et d'enseignants dans leur environnement de travail, ces études donnent un aperçu de la vie quotidienne et des défis actuels des étudiants et des enseignants.

Dans l'étude intitulée *Learning How to Teach: the upgrading of unqualified primary teachers in sub-Saharan Africa* (Apprendre à enseigner : la mise à niveau d'enseignants du primaire non qualifiés en Afrique subsaharienne), Herman Kruijer, un chercheur indépendant, examine les forces et les faiblesses de quatre initiatives visant des enseignants sous-qualifiés du primaire en Tanzanie, au Malawi et au Nigeria. Kruijer a passé près de deux mois à interroger des enseignants, des représentants syndicaux et d'autres parties prenantes sur leur vision des différentes initiatives de mise à niveau des compétences. Ces entretiens alimentent les conclusions de l'étude, qui sont placées dans le contexte plus vaste des politiques internationales de l'éducation mises en œuvre au cours des dernières décennies en Afrique subsaharienne.

Les campagnes internationales prônent l'accès gratuit à l'enseignement primaire

et conduisant à un nombre accru d'inscriptions ont fait peser une pression énorme sur les systèmes éducatifs de toute l'Afrique subsaharienne. Bien que des progrès considérables aient été engrangés en termes d'élargissement de l'accès à l'enseignement primaire, cette évolution a soulevé de nombreux défis, notamment le besoin urgent de répondre à la demande d'enseignants supplémentaires dans l'enseignement primaire. Pour répondre à cette demande et maintenir les coûts de l'éducation au niveau le plus bas, les gouvernements ont recruté un grand nombre d'enseignants contractuels sous-qualifiés et non qualifiés, qui font souvent face à des classes surpeuplées, à des écoles sous-financées, à de mauvaises conditions de travail et à une sécurité d'emploi limitée. La combinaison de ces facteurs influence négativement la motivation et le statut des enseignants et, à long terme, sape la qualité de l'éducation.

Du fait de la pression internationale croissante qui pèse sur les gouvernements pour améliorer la qualité de l'éducation et relever les niveaux minimaux de qualifications des enseignants du primaire, il est capital d'identifier les facteurs qui font le succès d'un programme de formation destiné à la mise à niveau des qualifications des enseignants.

Se fondant sur la littérature et sur des preuves provenant des programmes de mise à niveau introduits en Tanzanie, au Malawi et au Nigeria ces dernières années, Kruijer affirme que la réussite de ces programmes dépend de la juste combinaison de la formation en cours d'emploi, du tutorat, et de sessions individuelles de tutorat. III

INFO

Pour consulter la publication: [www.ei-ie.org/research/fr/documentation.php](http://www.ei-ie.org/research/fr/documentation.php)

## Éducation pour les enfants réfugiés et demandeurs d'asile dans les pays de l'OCDE

« A travers le monde, les gens se déplacent sans cesse... pour fuir les zones de conflit, échapper à l'injustice et à la persécution, ou en quête d'une vie meilleure pour eux-mêmes et leurs enfants » : ainsi débute la nouvelle étude de Paloma Bourgonje.

Dans tous les cas, les jeunes gens qui se trouvent dans ces situations terribles sont qualifiés de *réfugiés* ou de *demandeurs d'asile*. Déracinés, éloignés de leur pays d'origine, une nouvelle vie les attend.

En juillet 2007, une résolution sur la migration internationale a été adoptée lors du 5ème Congrès Mondial de l'IE à Berlin. Elle exprimait l'inquiétude de voir des enfants dont les familles sont déracinées ou en exil privés d'éducation.

Étant donné que l'école constitue un facteur important d'intégration, cette étude analyse la situation de ces enfants dans l'environnement éducatif. Cinq syndicats d'enseignants ont été contactés pour contribuer à l'élaboration de la publication : le *National Union of Teachers* de Grande-Bretagne ; l'*Australian Education Union* ; la *Central Sindical Independiente y Sindical de Funcionarios* et l'USTE d'Espagne ; et le *Lärarförbundet* de Suède.

Selon Bourgonje, la comparaison entre ces pays est problématique car ils présentent « des contextes sociaux, économiques et historiques différents et une grande variété de contextes légaux et de pratiques ». Il est cependant possible de mettre en évidence certains points communs entre deux des pays ou plus.

Dans beaucoup de cas, on constate un manque évident de formation des enseignants à

l'enseignement dans un contexte pluriculturel. Les enseignants éprouvent dès lors des difficultés à travailler avec des enfants provenant de milieux divers. La barrière linguistique représente également un obstacle. De plus, les enseignants ressentent un manque de connaissances et d'aptitudes pour aider des enfants traumatisés. La problématique du manque de ressources dans les écoles, notamment en matériel pédagogique, pour aider des enfants nouvellement arrivés est aussi mise en avant. Le rapport identifie les enfants « invisibles », totalement privés d'éducation, comme étant un groupe prioritaire devant être soutenu.

L'étude met également en évidence des pratiques de ségrégation dans des pays comme l'Espagne, où le système a créé des EBE (*Espacios de Bienvenida Educativa*), des centres éducatifs pour enfants réfugiés et demandeurs d'asile, où ces derniers doivent

s'inscrire avant de pouvoir fréquenter les écoles espagnoles régulières. Les EBE sont généralement éloignés des écoles publiques régulières, et dans des zones à forte concentration d'enfants issus de minorités ethniques.

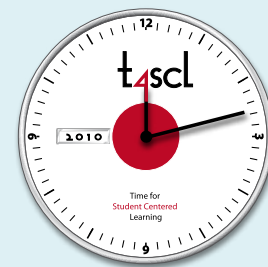
Bourgonje formule une série de recommandations aux enseignants, aux syndicats, aux gouvernements, aux écoles et aux ONG, afin de s'attaquer aux obstacles structurels et soutenir une intégration qui fasse sens. III



INFO

Pour télécharger cette publication sous format PDF, veuillez visiter : [www.ei-ie.org/research/fr/documentation.php](http://www.ei-ie.org/research/fr/documentation.php)

## Enseignants et étudiants ensemble pour améliorer l'enseignement supérieur



Les résultats d'une étude menée dans le cadre du projet financé par la Commission européenne intitulé « L'heure de l'apprentissage centré sur l'étudiant est venue » montrent que les enseignants attachent une grande importance à l'amélioration de leurs méthodes pédagogiques et sont prêts à écouter l'opinion des étudiants en ce qui concerne les méthodes et pratiques pédagogiques.

Les réponses aux questionnaires envoyés aux syndicats d'enseignants et d'étudiants à travers l'Europe montrent que les enseignants soutiennent les politiques visant à améliorer leurs méthodes pédagogiques afin de mieux répondre aux besoins des étudiants et de mieux les soutenir.

Les enseignants sont également disposés à évaluer et à améliorer leurs pratiques pédagogiques avec les étudiants comme partenaires dans la communauté académique. Ils sont toutefois sceptiques vis à vis des efforts visant à impliquer les employeurs qui promeuvent, selon eux, un modèle d'éducation

consommériste reposant sur une vision étroite de l'éducation de qualité.

L'enseignement et la recherche constituent, traditionnellement, les deux dimensions du travail universitaire. D'après l'étude, les étudiants considèrent aujourd'hui la recherche comme le pilier principal de la carrière universitaire et relèguent l'enseignement au second plan. Ainsi, les étudiants suggèrent de renforcer l'importance de l'enseignement dans la carrière des universitaires.

Les enseignants, pour leur part, préféreraient consacrer moins de temps aux tâches administratives de plus en plus lourdes et

davantage de temps à l'enseignement. Ils souhaiteraient enseigner à des classes de petite taille qui leur permettraient, selon eux, de vraiment motiver les étudiants.

L'étude réitère l'objectif du Processus de Bologne qui est d'améliorer la qualité de l'éducation et souligne le concept de « communauté académique », impliquant à la fois enseignants et étudiants. III

INFO

Pour plus d'informations et des mises-à-jour sur le projet, veuillez vous rendre sur : [www.t4scl.eu](http://www.t4scl.eu)

# Soyez prêts pour le 6<sup>ème</sup> Congrès mondial de l'IE !



Internationale de l'Éducation  
**6<sup>e</sup> Congrès Mondial**

Le 6<sup>ème</sup> Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation se tiendra du 22 au 26 juillet 2011 dans la ville du Cap en Afrique du Sud. Le thème principal en est connu depuis le Bureau exécutif de mars dernier : « Une éducation de qualité pour bâtir l'avenir ».

Afin de garantir que les affiliés disposent bien des informations nécessaires pour prendre pleinement et entièrement part à l'événement, le secrétariat de l'IE a mis en ligne un site web dédié à cet événement et rempli d'informations utiles. Voici un aperçu des dates clés que les organisations membres doivent particulièrement prendre note.

Dans le courant du mois de septembre 2010, l'IE ouvrira la procédure formelle d'inscription au Congrès. Les organisations membres de l'IE auront la possibilité, grâce à leur identifiant unique (protégé par mot de passe), de se connecter à leur compte congrès en ligne où elles pourront désigner les délégué(e)s et les observateurs/observatrices.

Une fois désignés dans le système par leur syndicat, les participants au congrès recevront automatiquement un courriel contenant un identifiant personnel. Avec cet identifiant ils pourront accéder à leur compte congrès en ligne personnel et y choisir les activités auxquelles ils participeront ainsi que réserver leur chambre d'hôtel, imprimer des lettres de demande de visa et autres documents.

Le 1<sup>er</sup> Septembre 2010 est le dernier jour de soumission des candidatures en vue de l'attribution des deux prix de l'IE: le Prix Mary Hatwood Futrell pour les Droits humains et syndicaux et le Prix Albert Shanker pour l'Éducation.

En octobre 2010, le Bureau exécutif de l'IE discutera du projet de politique globale en matière d'éducation développée sur la base des réponses des organisations membres à la consultation lancée en février 2010. Enfin,



© CTICC

décision sera arrêtée lors de cette réunion concernant les lauréats pour les deux prix de l'IE au Congrès.

Pour le 30 novembre 2010, les affiliés concernés par l'assistance financière pour participer au Congrès devront signifier si elles acceptent ou rejettent la proposition de l'IE. Attention, le schéma d'aide financière a évolué par rapport aux congrès passés. En effet, l'IE identifiera les pays et les organisations, au sein des ces pays, qui pourront bénéficier de cette assistance. Un maximum de trois organisations par pays identifié sera concerné, et elles seront sélectionnées au

prorata de leurs effectifs cotisants et dûment averties par l'administration de l'IE.

Il est rappelé aux organisations membres les dates butoir suivantes :

- ▶ Le 22 janvier 2011 pour la soumission de propositions visant à amender les statuts et règlements de l'IE.
- ▶ Le 22 mars 2011 pour la présentation des projets de résolutions.

Le Bureau exécutif de l'IE se réunira alors fin mars 2011 afin de revoir toutes les résolutions et les questions importantes liées au Congrès. III

**INFO**

Tous les renseignements relatifs au 6<sup>ème</sup> Congrès mondial sont disponibles sur notre site web qui lui est consacré : [www.ei-ie.org/congress6/fr](http://www.ei-ie.org/congress6/fr)  
Vous avez d'autres questions à propos du Congrès? Envoyez-nous un courriel à : [congress6@ei-ie.org](mailto:congress6@ei-ie.org) ou donnez-nous un coup de fil: +32 2 224 0611



## Education au VIH/SIDA

# Conférence francophone sur le VIH/SIDA de Casablanca

Par Delphine Sanglan et Julie Kavanagh

**La 5<sup>ème</sup> Conférence francophone VIH/SIDA s'est tenue à Casablanca, au Maroc, du 28 au 31 mars dernier, et a rassemblé plus d'un millier d'acteurs de santé venant d'une quarantaine de pays.**

La conférence de Casablanca avait pour objectifs de permettre aux participants d'aborder les aspects politiques et économiques de l'épidémie de SIDA, d'échanger des données médicales, épidémiologiques et sociales et de découvrir des initiatives innovantes en matière de prévention, de prise en charge et de soins.

Les représentants de l'IE y ont présenté le travail de l'organisation en matière de prévention du VIH/SIDA au travers d'une présentation affichée qui a suscité l'intérêt de nombreux participants sur le thème de « Vivre et enseigner avec le VIH ».

La Conférence de Casablanca a permis à l'IE d'attirer l'attention du public sur les activités entreprises par les syndicats d'enseignants afin de soutenir leurs collègues vivant avec le VIH et leur permettre d'exercer leur profession dans un environnement exempt de toute discrimination.

Au Sénégal, le programme Education pour Tous et prévention du VIH/SIDA (EPT/SIDA) de l'IE est mis en œuvre par cinq syndicats d'enseignants réunis au sein du Comité sénégalais des syndicats de l'enseignement pour la lutte pour l'EPT et contre le SIDA (COSSEL). Le coordinateur

Le COSSEL a réalisé en 2009 une enquête sur les besoins des enseignants vivant avec le VIH/SIDA dans toutes les régions du Sénégal. Plus d'une centaine d'enseignants y ont pris part.

Le coordinateur du programme Education pour tous et prévention du VIH/SIDA (EPT/SIDA) de l'IE au Sénégal, Mor Mbengue a expliqué que « sur base des résultats de l'étude, nous avons pu commencer le processus de mise en place de l'association CARVEE, avec l'aide de l'IE et de l'UNESCO-BREDA ».

« Cela n'a pas été facile parce qu'il fallait convaincre nos collègues séropositifs d'accepter de sortir de l'ombre, de se regrouper et de participer à la lutte contre le SIDA. Il a fallu aussi leur donner l'assurance de la confidentialité ».

La discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH est très importante au Sénégal, tout comme dans d'autres parties du monde, et les enseignants courent le risque de perdre leur emploi si leur séropositivité est connue. En novembre 2009, lorsque le CARVEE a tenu sa première Assemblée générale, un plan d'action a été préparé en vue de défendre les intérêts



© IE

« Les enseignants risquent de perdre leur emploi suite à la révélation de leur statut sérologique », explique Mor Mbengue, coordinateur du Programme EPT/SIDA de l'IE au Sénégal.

des enseignants vivant avec le VIH et d'apporter le soutien moral et médical dont ils ont besoin.

Heureusement, Le Ministère de l'Éducation soutient le CARVEE et est intervenu pour aider des enseignants séropositifs à retrouver leur emploi alors qu'ils avaient été licenciés. III

INFO

Pour plus d'informations sur cette conférence veuillez contacter l'IE à : [ef aids@ei-ie.org](mailto:ef aids@ei-ie.org) ou visiter le site web: [www.aids2010.org](http://www.aids2010.org)



© IE

L'IE a présenté lors de la Conférence francophone son travail sur le thème « Vivre et enseigner avec le VIH » dans le cadre du programme EPT/SIDA.

de COSSEL, Mor Mbengue, qui faisait partie de la délégation de l'IE à Casablanca, a partagé son expérience du travail entrepris par les syndicats sénégalais et présenté les activités du Comité d'action et de recherche sur la vulnérabilité dans l'espace éducatif (CARVEE). Ce comité a été créé à l'initiative du COSSEL pour stimuler et développer un réseau de soutien des enseignants vivant avec le VIH.

Cette conférence s'est tenue à un moment crucial, car 2010 a été fixée par les chefs d'États membres des Nations Unies en 2006 comme échéance pour l'accès universel à la prévention, au traitement et aux soins concernant le VIH et le SIDA. Malheureusement, avec chaque jour 7.000 nouveaux cas d'infection au VIH et seulement 30% des personnes nécessitant des anti-rétroviraux dans le monde prises

en charge, les chefs d'états sont bien loin d'atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés. Même si la récente crise financière est sans précédent, elle ne peut pas servir d'excuse aux Etats pour ne pas réaliser l'objectif de l'accès universel aux traitements.

Membre du Comité Consultatif de la Recherche en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé et conseiller pour les Affaires Internationales auprès du Directeur de l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida, Jean-Paul Moatti, a rappelé dans son intervention en plénière aux délégués, que 20 milliards de dollars par an sont nécessaires pour que l'accès universel devienne une réalité. Il a indiqué qu'en prélevant une modeste taxe de 0,005% sur les transactions de change interbancaires des quatre principales monnaies (en lire plus en page

12), un minimum de 40 milliards de dollars pourraient être dégagés chaque année et alloués notamment à la prévention de nouvelles infections et au traitement des personnes vivant avec le VIH. ■■■

L'IE coordonne le programme EPT/SIDA avec l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé et du Centre pour le développement de l'éducation (EDC). Le but en est de limiter l'impact du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation à travers la sensibilisation et la prévention en milieu scolaire. A ce jour, 80 organisations membres de l'IE, dans environ 50 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et des Caraïbes, sont engagées dans le programme. Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site web : [www.ei-ie.org/ef aids/fr](http://www.ei-ie.org/ef aids/fr)

## Bourses d'études Mary Hatwood Futrell

# Un fonds pour aider les étudiants défavorisés à réaliser leurs rêves

Par Dennis Sinyolo



© IE

Mary Hatwood Futrell

Une vingtaine d'étudiants de troisième cycle ont bénéficié du Fonds pour les bourses d'études Mary Hatwood Futrell depuis son lancement en 2005. Le Fonds est financé par l'Internationale de l'Éducation en l'honneur de Mary Hatwood Futrell, Présidente fondatrice de l'organisation (1993 à 2004).

Les bourses ont vocation à contribuer au paiement des frais de scolarité et autres formalités y relatives, pour les étudiants éligibles suivant un cursus de niveau Master dans le domaine de l'éducation. Les candidats répondant aux critères d'attribution des bourses doivent suivre des programmes correspondant aux buts et principes de l'IE et s'engager à contribuer à la qualité de l'éducation dans leurs propres pays et à l'échelle internationale.

Les bourses sont attribuées aux étudiants issus de milieux socio-économiques défavorisés qui obtiennent des résultats universitaires exceptionnels. La sélection des bénéficiaires s'opère dans le respect de l'égalité entre les genres.

À l'origine, le Fonds était destiné à l'Université George Washington, à Washington DC aux Etats-Unis, parce que Futrell occupait le poste de Doyenne de la Faculté d'Éducation au sein de cette université. Depuis 2008, il est attribué à deux universités africaines, l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud et celle de Nairobi au Kenya. Le Fonds soutient actuellement le cursus de six étudiants (trois issus de chaque université),

dont quatre jeunes femmes. Trois de ces étudiants accomplissent un Master en éducation de la petite enfance et les autres en éducation inclusive, en étude des programmes scolaires et en technologie éducative, respectivement. Tous les étudiants se montrent très brillants et achèveront leurs études cette année.

Peter Pausigere, bénéficiaire d'une bourse de la *Wits School of Education* à l'Université de Witwatersrand, a adressé une lettre de remerciements à l'IE. Peter est originaire du Zimbabwe. Il a immigré en Afrique du Sud en raison des problèmes économiques et politiques affectant son pays. Il déclare qu'il lui aurait été difficile de poursuivre ses études sans aide. La bourse lui a permis de payer les frais de scolarité, d'acheter du matériel universitaire et de mener ses travaux sur le terrain. Il a également utilisé une partie de l'argent pour l'hébergement, les repas et d'autres besoins élémentaires. Peter conclut sa lettre ainsi : « Il ne fait aucun doute que la bourse que vous nous avez attribuée a apporté des bénéfices tant sur le plan universitaire que personnel, qui



De gauche à droite : Les bénéficiaires des bourses Peter Pausigere du Zimbabwe, Zelna Cloete d'Afrique du Sud et Ceyline Tebid du Cameroun.



## Nouveau membre du Bureau exécutif: Mugwena Maluleke



© IE

nous ont permis d'être plus performants dans le cadre de notre cursus en Master. Je vous adresse mes remerciements et ma reconnaissance pour votre aimable soutien ».

Les autres bénéficiaires de la *Wits School of Education* sont Zelna Cloete d'Afrique du Sud et Ceyline Tebid du Cameroun. Dans l'intervalle, Mary Hatwood Futrell va se retirer du poste de Doyenne de la Faculté d'Éducation et de développement humain de l'Université George Washington. Un hommage lui a été rendu le 15 avril dernier pour tout le travail accompli en tant que Doyenne (1995-2010). Doug Wilder, ancien gouverneur de Virginie, a prononcé le discours d'ouverture qui a été suivi par une présentation de Mary Futrell. L'IE était représentée par son Vice-président Reg Weaver.

En hommage au leadership et aux services remarquables de Futrell, l'université possède désormais son propre Fonds de bourses, créé par la *National Education Association* (dont elle était Présidente). Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE, décrit Mary Hatwood Futrell comme la force motrice de l'unification du mouvement enseignant international dans les années 90. Dans son message, Fred déclare : « Aujourd'hui, c'est à l'engagement inébranlable de Mary pour les idéaux que sont la démocratie, la liberté et la justice sociale que l'IE doit sa capacité à défendre et protéger les droits et intérêts des enseignants à travers le monde. Elle n'a eu de cesse de défier les gouvernements afin de permettre à tous les enfants, sans discrimination aucune, d'avoir accès à l'éducation. Mary a été une source d'inspiration et un modèle pour de nombreux enseignants dans le monde. » III

**L'IE tient à souhaiter la bienvenue au nouveau membre de son Bureau exécutif, Mugwena Maluleke, également le Secrétaire général du *South African Democratic Teachers' Union (SADTU)*.**

Maluleke remplace l'ancien Président, Thulas Nxesi, qui était lui-même un ancien Secrétaire général du SADTU. Nxesi a renoncé à son poste au sein du Bureau après son élection comme parlementaire au Parlement d'Afrique du Sud.

Ancien professeur de mathématiques et directeur de l'école secondaire Rodney Mokoena Junior à Tshwane, Maluleke est membre du SADTU depuis sa création en 1990.

L'éminent dirigeant décrit son parcours vers le Bureau exécutif de l'IE : « J'ai d'abord travaillé en tant qu'organisateur de la section de Soshanguve, à l'époque où le syndicat luttait pour sa reconnaissance par le gouvernement de l'apartheid. Par la suite, je suis devenu secrétaire de la section, chargé du recrutement et de la gestion des activités politiques ».

Après l'abolition de l'Apartheid en 1994, le SADTU a connu une restructuration et a réparti ses régions en neuf provinces.

« Je suis devenu Secrétaire adjoint de la province de Gauteng, où j'étais responsable de la gestion et des négociations avec le gouvernement. En tant que négociateur principal, je représentais le SADTU lors de la rédaction des statuts de l'*Education Labour Relations Council* et ceux de la

*Public Service Co-ordinating Bargaining Chamber*. »

Par la suite, Maluleke est devenu Trésorier national du syndicat, un poste qu'il a occupé pendant 10 ans, avant d'être élu Secrétaire général adjoint en 2008. En cette qualité, il a été désigné comme négociateur principal des syndicats de la fonction publique du *Congress of South African Trade Unions (COSATU)*, la principale fédération syndicale d'Afrique du Sud, qui rassemble plus de 1,8 millions de membres. En 2009, Maluleke a été élu Secrétaire général du SADTU.

« Je suis un syndicaliste et un militant politique convaincu », estime-t-il. « Je suis le Secrétaire général du SADTU, mais mon rôle ne se limite pas au SADTU. »

Il est vrai que l'engagement syndical et politique de Maluleke est multiple. Il est à la fois membre du Comité exécutif central du COSATU et du parti au pouvoir en Afrique du Sud, l'*African National Congress*.

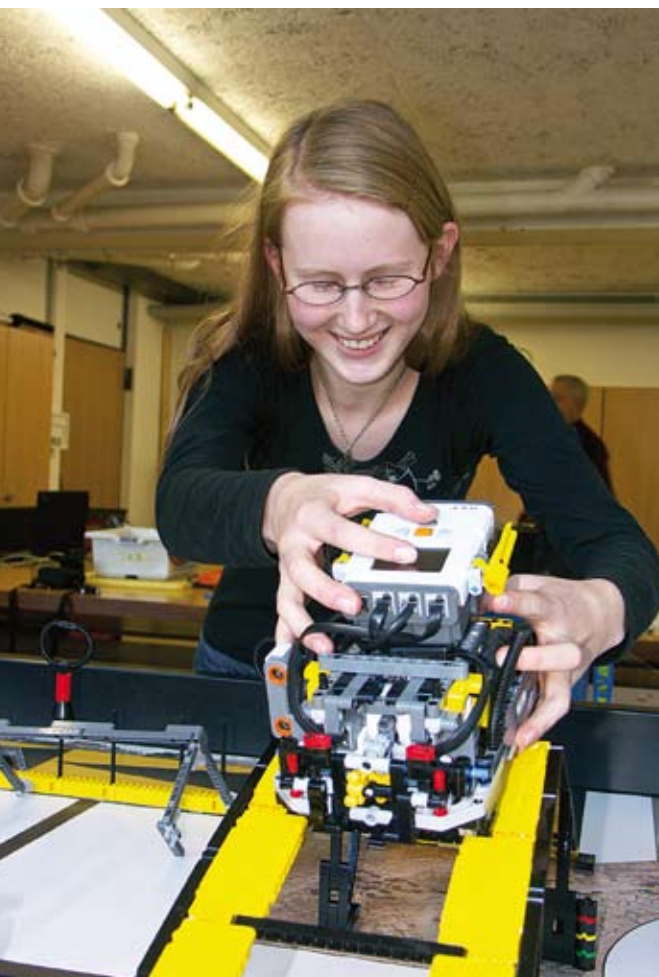
L'IE souhaite la bienvenue à Maluleke et compte sur ses contributions d'homme d'expérience et de connaissance aux débats au sein du mouvement syndical international des enseignants. III

## Technologie dans l'éducation

# De jeunes talents découvrent le monde de la robotique

Par Martin Binkert

*Dans le monde d'aujourd'hui, la technologie est omniprésente, y compris dans les salles de classe. Dans nos colonnes, nous avons publié des articles sur des logiciels et des ordinateurs et nous avons testé des Netbooks et des Smartphones. Dans cette édition, nous donnons la parole à un correspondant du magazine suisse Bildung Schweiz, la revue des employés de la Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer (LCH), une organisation membre de l'IE. En association avec le canton d'Argovie qui gère un programme de bourses pour les étudiants prometteurs, la LCH promeut et soutient la First Lego League, un tournoi où des jeunes du monde entier fabriquent des robots à partir de pièces de LEGO.*



© PHOTO AIMABLEMENT FOURNIE PAR LCH

Assembler, programmer et tester : durant la compétition internationale First Lego League, huit élèves du canton d'Argovie donnent vie à des pièces LEGO, rivalisent avec des équipes du monde entier et célèbrent des victoires internationales. Cette rencontre permet également de développer l'esprit de recherche, le goût de la technique et l'esprit d'équipe.

« Passe-moi vite ce composant », « Et si l'on essayait avec ce capteur ? » sont autant de phrases que l'on peut entendre dans les locaux de l'école d'Aarau en Argovie. Des enfants et des jeunes de 10 à 16 ans y conçoivent la programmation de leur robot. Diverses tâches précises doivent être exécutées le plus sûrement et le plus rapidement possible. Car ce sont là les qualités indispensables si l'équipe « avaloq » souhaite se mesurer ultérieurement à d'autres groupes et remporter la compétition.

Les huit membres du groupe attendent avec impatience la First Lego League (FLL) qui se déroule chaque année. Cette

**Hayley, 16 ans, membre de l'équipe Avaloq, tente toujours d'apporter des idées originales et réalisables.**

rencontre plonge les enfants et les jeunes dans une ambiance de compétition, placée sous le signe de la science et de la technologie. Le thème proposé varie lors de chaque compétition et, cette année, il s'intitule « Mobilité intelligente : transport de biens et de personnes ».

### Résoudre des tâches de façon autonome

Dès que le thème a été publié sur Internet, les équipes participantes disposent de huit semaines pour développer un robot capable d'exécuter les tâches fixées le jour de la compétition. Les jeunes étudient les consignes très précises, élaborent des solutions, construisent des robots, les programment et les rendent opérationnels. Les premières solutions qui surgissent à l'esprit se révèlent souvent inapplicables dans le cadre de cette compétition extrêmement exigeante, et les jeunes sont alors amenés à retravailler leur projet d'origine. Les robots sont construits uniquement à partir de pièces de LEGO et ils sont programmés par les enfants et les jeunes via un ordinateur portable. Le robot est commandé au moyen de capteurs tactiles, de détecteurs optiques et de capteurs de son.

Le règlement de la compétition exige que toutes les tâches soient exécutées en 2 minutes 30 secondes. Un coup de sifflet marque inexorablement la fin de chaque match. C'est pourquoi l'équipe « avaloq », qui tire son nom de son sponsor principal, veille à peaufiner tous les détails, seconde après seconde. Car, pour apporter la victoire à son équipe, le robot doit non seulement pouvoir exécuter toutes les tâches impeccablement, mais il est également susceptible de devoir être transformé. Et cette opération requiert à chaque fois un temps très précieux.

© PHOTO AIMABLEMENT FOURNIE PAR LCH



Des membres de l'équipe Avaloq travaillent sur leur robot.

## Présentation d'un projet de recherche

Le jury évalue également le volet théorique : chaque équipe doit présenter un projet de recherche devant un jury d'experts. Pour cette présentation, « avaloq » a mis sur pied une équipe composée de trois membres. Hayley (16) est particulièrement enthousiaste : « Je cherche sans cesse des idées à la fois réalisables et originales. Les dépenses liées aux recherches sont considérables.

La présentation du projet de recherche est tout aussi importante que les points remportés par le robot sur l'aire de jeu ». Le jury évalue également le travail d'équipe. Au fur et à mesure de la progression du groupe au sein du tournoi, de nouvelles exigences sont imposées. [...]

## La « robotique » au sein de l'offre de recherche

Sous le terme de « robotique », le projet a été intégré dans le programme des bourses pour les étudiants prometteurs du canton d'Argovie. « Soutenir les élèves et définir ensuite les exigences en vue de poursuivre ensemble un projet

exceptionnel », tel est le mot d'ordre de Beat Michel, membre de la LCH et coach de l'équipe.

« Afin de ne pas dépendre uniquement de la victoire remportée lors de la compétition, les participants de l'équipe s'impliquent dans d'autres travaux de recherche. L'attention n'est jamais canalisée sur une seule et unique activité. Les objectifs intermédiaires sont néanmoins des jalons importants dans la réalisation de ce travail », précise Beat Michel.

Il souligne les aspects positifs d'une telle entreprise : « J'ai enseigné dans des classes spéciales pendant près de 30 ans. Il était indispensable d'imaginer de nouveaux concepts originaux qui puissent élargir les perspectives des jeunes dans leur quotidien scolaire. L'élaboration de problèmes concrets se révélait une expérience particulièrement positive dans la mesure où ceux-ci font appel à la réflexion des apprenants. Le processus collectif de recherche de solutions permet également aux apprenants de donner un sens aux travaux qu'ils réalisent ».

L'essentiel réside davantage dans la participation active de chacun que dans l'évaluation obtenue lors de la First

Lego League. [...] Outre la construction autonome d'un robot, cette compétition offre l'opportunité de renforcer de nombreuses autres compétences via l'accompagnement du parcours d'apprentissage, l'analyse des résultats et la recherche d'alternatives lorsqu'un objectif n'a pas pu être atteint. La présentation des résultats favorise non seulement la prise de parole mais aussi la communication. La documentation liée à la solution d'une tâche déterminée met en valeur les potentiels créatifs et les stratégies permettant de résoudre les problèmes.

Le travail d'équipe inhérent au projet et les diverses formes de travail en groupe renforcent les compétences sociales. Dans ce projet, c'est au travers d'un travail d'équipe que les jeunes peuvent exprimer au mieux leurs talents. La chercheuse de pointe requiert les compétences de spécialistes en robotique ; et pour l'évaluation de l'équipe, les aptitudes à communiquer se révèlent d'une importance cruciale. Élément central, tous les participants de l'équipe doivent être à même de jouer un rôle qui correspond à leurs capacités. La reconnaissance des limites est un autre objectif du projet, dans la mesure où les possibilités sont infinies. III



# Chers lecteurs de Mondes de l'Éducation, merci de répondre à ce questionnaire



## Enquête auprès des lecteurs

Merci de nous aider à améliorer Mondes de l'Éducation en prenant quelques minutes pour répondre aux questions suivantes. Vous pouvez détacher cette page et faxer vos réponses au +32.2.224 0606, ou remplir le formulaire électronique sur le site [www.ei-ie.org/survey/woe](http://www.ei-ie.org/survey/woe). Merci de votre participation !

### De quel pays êtes-vous ?

\_\_\_\_\_

### Quel est votre sexe ?

- Féminin  
 Masculin

### Quel est votre position dans votre organisation ?

- Président  
 Secrétaire général  
 Membre du Conseil  
 Travailleur syndical  
 Syndicaliste

### Comment recevez-vous Mondes de l'Éducation ?

- Je le reçois au bureau de mon syndicat  
 Je le reçois à la bibliothèque de mon syndicat  
 Je le reçois à la bibliothèque de mon école / université  
 Je le reçois directement par mail  
 Je lis le PDF en ligne (dans ce cas, passez les deux prochaines questions)

### Combien de temps gardez-vous votre exemplaire de Mondes de l'Éducation ?

- Un mois ou moins  
 Jusqu'à l'arrivée du prochain numéro  
 Deux mois  
 Indéfiniment, comme référence

### Passez-vous votre exemplaire de Mondes de l'Éducation à quelqu'un d'autre ? Si oui, combien d'autres personnes lisent votre exemplaire ?

\_\_\_\_\_

### Veillez noter votre intérêt pour les sections suivantes de Mondes de l'Éducation.

	1	2	3	4	5
Message du Secrétaire général	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bonnes nouvelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Invité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Technologies de l'éducation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Articles sur les campagnes et projets de l'IE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Articles sur les droits humains et syndicaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Articles sur la prévention pour le VIH/SIDA dans les écoles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	1	2	3	4	5
Articles sur le commerce et l'éducation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Articles sur l'égalité des genres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Articles sur la coopération au développement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Calendrier de l'IE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

1. Très intéressant, 2. Intéressant, 3. Seulement si cela attire mon attention, 4. Pas intéressant, 5. Je ne le lis pas du tout

### Quels autres sujets aimeriez-vous voir abordés dans Mondes de l'Éducation ?

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

### Notez les aspects suivants de Mondes de l'Éducation en termes de qualité :

	1	2	3	4
Choix des sujets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ecriture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Photographie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Présentation graphique/mise en page	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Support papier/qualité d'impression	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

1. Très bon, 2. Bon, 3. Pauvre, 4. Très pauvre

### Lisez-vous d'autres publications syndicales ou éducatives ?

Si oui, lesquelles ?

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

### Souhaiteriez-vous lire Mondes de l'Éducation dans d'autres formats/médias qui n'existent pas actuellement ?

- Un site internet réservé, par exemple : [www.mondesdeleeducation.org](http://www.mondesdeleeducation.org)  
 Un site se présentant sous la forme d'un blog qui vous permettrait de poster des commentaires  
 Un flux RSS Mondes de l'Éducation  
 Un fichier Flash qui permet une lecture en-ligne aisée

### Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions à faire à l'éditeur ?

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Vous pouvez également compléter ce formulaire électroniquement sur le site [www.ei-ie.org/survey/woe](http://www.ei-ie.org/survey/woe).**

## Report de la Conférence mondiale des femmes

Du fait de l'instabilité politique persistante en Thaïlande, l'Internationale de l'Éducation a malheureusement du annoncer à ses organisations membres que la Première Conférence mondiale des femmes était repoussée.

La tenue de la conférence requiert une autorisation spéciale des autorités thaïes. S'il est fort probable que cette autorisation soit accordée à l'IE, il apparaît difficile de l'obtenir à temps pour informer correctement les membres et pour que les participants procèdent aux arrangements nécessaires.

La conférence, initialement prévue du 19 au 22 mai 2010 à Bangkok, Thaïlande, avait déjà été repoussée à septembre 2010, mais a été remise à plus tard encore, jusqu'en janvier 2011. Ses dates exactes seront confirmées dans les meilleurs délais, dès que la situation se sera stabilisée. Elle se tiendra à l'endroit prévu précédemment : l'Ambassador Hotel de Bangkok.

L'IE a déjà pris contact avec l'Ambassador Hotel concernant les réservations et avec les participants qui s'étaient inscrits.

**Nous accueillons volontiers vos commentaires concernant le magazine. Veuillez écrire à [editor@ei-ie.org](mailto:editor@ei-ie.org)**

### Vous avez fini votre exemplaire de *Mondes de l'Éducation* ?

Merci de le faire suivre à un ami, ou de le laisser à votre établissement scolaire, de façon à ce que des collègues ou des camarades syndicalistes puissent le lire.



Hormis la section « Invité » et sauf stipulation contraire, les articles de ce magazine sont soumis à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 3.0. Cela signifie que vous êtes libre de copier, de distribuer et d'adapter les textes, dès lors que vous attribuez clairement la source à « Mondes de l'Éducation (ISSN 1810-5629) » et que vous n'en faites aucun usage commercial.

Pour en savoir plus, visitez le site <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/>.

Pour tout usage dépassant le cadre de cette licence, veuillez contacter [editor@ei-ie.org](mailto:editor@ei-ie.org).

### CALENDRIER

#### Septembre 2010

- 3-4** Réunion biannuelle et réseau des femmes du Comité de l'éducation du Pacifique – Fidji
- 10-12** Conférence de l'IE sur l'enseignement supérieur – Vancouver, Canada
- 14-15** Réunion triennale de l'IE sur la coopération au développement en Asie-Pacifique – Siam Reap, Cambodge
- 16-17** Comité régional Asie-Pacifique de l'IE – Siam Reap, Cambodge
- 21-22** Réunion du réseau de communication (ComNet) de l'IE – Bruxelles, Belgique
- 22-24** Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation et la protection de la petite enfance – Moscou, Russie
- 29-30** Forum de dialogue mondial sectoriel sur la formation professionnelle et le perfectionnement des travailleurs de l'OIT – Genève, Suisse

#### Octobre 2010

- 12-14** Conférence du Conseil des syndicats mondiaux: Un agenda mondial pour des services publics de qualité – Genève, Suisse
- 14-15** Réunion du Comité permanent de l'enseignement supérieur de la recherche de l'IE – Louvain, Belgique
- 19-22** Conférence régionale africaine de l'IE – Brazzaville, République du Congo

#### Novembre 2010

- 9-12** Congrès mondial de l'UNI – Nagasaki, Japon
- 18-19** Réunion annuelle de l'IE sur la coopération au développement – Bruxelles, Belgique
- 22** Comité paneuropéen de la promotion des femmes de l'IE/CSEE – Bruxelles, Belgique
- 23-24** Comité paneuropéen de l'IE/CSEE – Bruxelles, Belgique

#### Décembre 2010

- 1** Journée mondiale contre le VIH/SIDA, au plan mondial
- 1-5** Conférence internationale de la CSI sur «le développement de systèmes universels de sécurité sociale» – Brasília, Brésil

Les Mondes de l'Éducation est publié par l'Internationale de l'éducation, la fédération syndicale mondiale représentant 30 millions d'enseignants et de travailleurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, dans plus de 171 pays et territoires à travers le monde. Pour en savoir plus sur l'IE, allez à : [www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org).



**Internationale de l'Éducation** Tél. : + 32 2 224 0611  
**5 Boulevard du Roi Albert II** Fax : + 32 2 224 0606  
**1210, Bruxelles, Belgique** Courriel : [headoffice@ei-ie.org](mailto:headoffice@ei-ie.org)

Éditeur responsable : Fred van Leeuwen, Secrétaire général

Rédacteur : Pav Akhtar

Assistants éditoriaux : Mar Candela, Claude Carroué, Frédéric Destrée, Timo Linsenmaier et Harold Tor

ISSN: 1810-5637



Imprimé sur papier recyclé



Dans un quartier pauvre de Karachi, au Pakistan, les cours sont donnés sur le toit afin d'éviter les tirs d'armes à feu échangés entre gangs dans la rue en contrebas.

